



# OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES  
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

## NOTE DE CONJONCTURE

DEUXIEME SEMESTRE 2018



NOTE DE CONJONCTURE





## SIGLES, ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
BAD	: Banque Africaine de Développement
BC-PME	: Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
BEAC	: Banque Etats de l'Afrique Centrale
BGFI	: Banque Gabonaise et Française Internationale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BM	: Banque Mondiale
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CBC	: Commercial Bank of Cameroon
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CCIMA	: Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CMF	: Commission des Marchés Financiers
CNC	: Conseil National de Comptabilité
COBAC	: Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
DGD	: Direction Générale des Douanes
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
EMF	: Etablissements de Microfinance
FCFA	: Francs de la Coopération Financière en Afrique centrale
Fintech	: Finance technologique
FMI	: Fonds Monétaire International
INS	: Institut National de la Statistique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
MINFI	: Ministère des Finances
NFC-Bank	: National Financial Credit Bank
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PIB	: Produit Intérieur Brute
PNG	: Position Nette du Gouvernement
RCA	: République Centrafricaine
SCB	: Société Camerounaise des Banques
SCE	: Société Camerounaise d'Equipeement
SGC	: Société Générale du Cameroun
Si	: Semestre i
SOCAPALM	: Société Camerounaise de Palmeraies
Ti	: Trimestre i
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Africa
USA	: United States of America

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région.....	5
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité.....	5
Graphique 3 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires.....	16
Graphique 4 : Poids des recettes pétrolières et non pétrolières (en % des recettes internes).....	17
Graphique 5 : Evolution des composantes des recettes non pétrolières (en % du total).....	17
Graphique 6 : Composantes de la masse monétaire (en %).....	19
Graphique 7 : Parts de marché de Crédit.....	21
Graphique 8 : Répartition des EMF agréés par zones (rurale et urbaine).....	23
Graphique 9 : Evolution de la capitalisation boursière (en million de francs CFA).....	25
Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au 2nd semestre de 2018.....	32
Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au 2nd semestre de 2018.....	32
Graphique 12 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au 2nd semestre 2018.....	33
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur la présence des difficultés financières.....	33
Graphique 14 : Charges ayant affecté la trésorerie au deuxième semestre de 2018.....	34
Graphique 15 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au deuxième semestre de 2018 et premier semestre de 2019 (perspectives).....	34

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution semestrielle des cours des principales matières premières échangées par le Cameroun en 2018.....	8
Tableau 2 : Evolution annuelle du Commerce international et des prix (en %).....	9
Tableau 3 : Principaux indicateurs économiques et financiers des pays de la CEMAC.....	9
Tableau 4 : Evolution de la croissance trimestrielle du PIB.....	10
Tableau 5 : Evolution de l'Indice général (base 100, en 2011) des prix.....	12
Tableau 6 : Evolution de l'Indice des prix par type de produits (base 100, en 2011).....	13
Tableau 7 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits.....	14
Tableau 8 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des différentes régions.....	14
Tableau 9 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité.....	15
Tableau 10 : Performance budgétaire semestrielle (en milliards).....	16
Tableau 11 : Evolution de quelques ratios de finance publique (en % du PIB).....	16
Tableau 12 : Evolution des composantes des recettes non pétrolières (en milliards de francs CFA).....	17
Tableau 13 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat (en milliards de francs CFA).....	18
Tableau 14 : Recettes recouvrées et Dépenses effectives (en milliards de FCFA).....	18
Tableau 15 : Situation monétaire (au sens large) à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA).....	20
Tableau 16 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	21
Tableau 17 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	22
Tableau 18 : Répartition des EMF immatriculés par catégorie.....	22
Tableau 19 : Nombre de comptes de la clientèle ouverts dans les EMF.....	23
Tableau 20 : Total bilan des EMF.....	23
Tableau 21 : Evolution des dépôts des EMF par catégorie.....	23
Tableau 22 : Evolution des dépôts des EMF par durée.....	23
Tableau 23 : Evolution des crédits des EMF par catégorie.....	24
Tableau 24 : Evolution des dépôts (en milliards).....	24
Tableau 25 : Evolution des crédits (en milliards).....	25
Tableau 26 : Evolution de la capitalisation boursière du marché des actions (en millions).....	26
Tableau 27 : Evolution du volume et valeurs des titres échanges.....	26
Tableau 28 : Volume et valeur des transactions sur le marché obligataire de la DSX (valeur en millions).....	26
Tableau 29 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliard de francs CFA).....	27
Tableau 30 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA).....	29
Tableau 31 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA).....	30
Tableau 32 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités.....	36
Tableau 33 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités.....	38
Tableau 34 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leurs activités.....	39
Tableau 35 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution leurs activités.....	41

## RESUME EXECUTIF

### Conjoncture économique internationale et régionale

Au deuxième semestre de 2018, l'activité économique et le commerce mondial ont ralenti et les prix ont été plus ou moins contenus.

En dehors des Etats-Unis d'Amérique où l'activité est restée dynamique, la croissance dans les pays avancés a ralenti tout comme celle de la majorité des pays émergents. Par contre, en Afrique subsaharienne et au Moyen orient, la reprise s'est poursuivie.

### Conjoncture nationale

L'évolution des prix des principales matières premières a été contrastée. Ceux des produits exportés par le Cameroun (café, bois, aluminium brut et coton) ont été orientés à la baisse.

Le volume du commerce mondial a décéléré pour revenir à 4,1%, après 5,5% en 2017.

En Afrique, l'activité économique a été le plus dynamique à l'Est et au Nord du continent.

Au plan national, le taux de croissance du PIB a gagné 0,7 point de pourcentage par rapport au semestre précédent pour s'établir à 4,6%.

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) des ménages a augmenté de 1,3 % en glissement annuel, et de 1,2% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de 2018, l'inflation étant importée.

Par rapport au premier semestre de 2018, presque tous les soldes budgétaires se sont améliorés en glissement annuel, bien que restant négatifs. Par contre, le solde de base non pétrolier s'est creusé de 13,6 milliards. Les recettes totales internes s'élèvent à 1 877,8 milliards, en hausse de 18,6%

en glissement annuel contre 2 238,8 milliards de dépenses publiques.

La mise en œuvre du programme économique et financier triennal conclu avec le FMI en juin 2017, s'est poursuivi. Des mesures correctives prises pour s'attaquer à l'insuffisance des avoirs extérieurs nets portent des fruits. Le taux de bancarisation s'améliore à la faveur de la finance technologique (fintech).

Les dépôts et les crédits ont augmenté aussi bien en glissement annuel (respectivement de 10,7% et de 6,3%) que par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de 2018 (7,9% et 8,3% respectivement).

En termes de parts de marché de dépôt, Afriland First-Bank occupe la 1<sup>ère</sup> place avec 17,7% du total des dépôts bancaires. Concernant les crédits, la SGC occupe le premier rang (avec 18,4% du total des crédits), devant Afriland First Bank (17,3%).

Les échanges extérieurs du Cameroun ont été très dynamiques au deuxième semestre de 2018. Hors pétrole brut, ils ont augmenté de 24,6% par rapport au premier semestre 2018 et de 15,3% en glissement annuel. Toutefois, le déficit commercial s'est creusé de 124,8 milliards en glissement annuel et de 161,2 milliards par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

### Opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles

Le moral des chefs d'entreprises n'est pas au beau fixe. Pour plus des 3/4 d'entreprises interrogées, l'environnement des affaires a été défavorable à la conduite des activités. Néanmoins, ils anticipent une meilleure situation au premier semestre de 2019. La Loi de Finances de 2019 est jugée non appropriée pour l'initiative privée.

# I- METHODOLOGIE

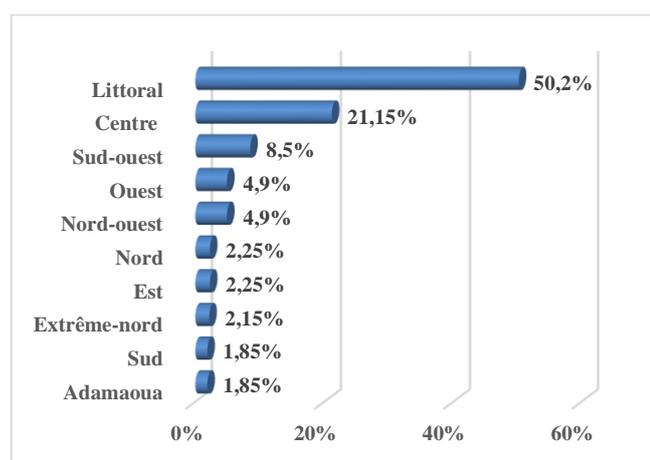
La démarche ci-après a été adoptée pour la rédaction de la présente note de conjoncture.

(i) Pour les trois premières parties, une revue documentaire a été faite. Celle-ci a consisté en l'exploitation des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale.

(ii) Pour ce qui est de la quatrième partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises. Lesquelles entreprises ont été choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue des Déclarations Statistiques et Fiscales de 2015.

Dix strates, correspondant aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

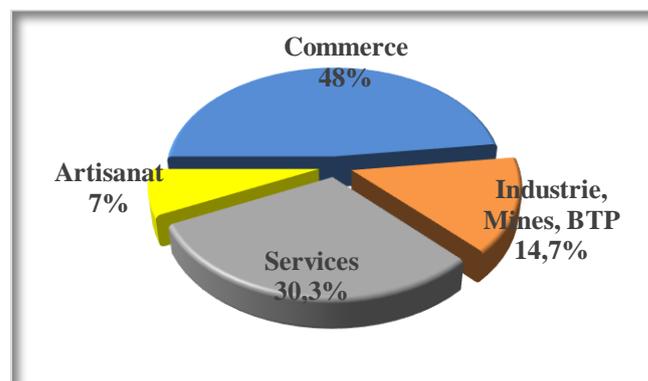
**Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région**



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée de 4 strates qui sont les 4 secteurs d'activité. Le graphique 2 suivant donne la répartition de l'échantillon par secteur d'activité.

**Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité**



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur, la densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises y présentes.

### Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 252 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 84%.

### Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte, ont été re-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité pour ce qui est de la structure.

# **II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE**

## II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Au deuxième semestre de 2018, l'environnement économique mondial a été marqué, par l'intensification des tensions commerciales entre les USA et la Chine, les troubles macroéconomiques en Argentine et en Turquie, les perturbations du secteur automobile en Allemagne, le durcissement de la politique du crédit en Chine et le resserrement des conditions financières, conjugués à la normalisation de la politique monétaire dans plusieurs pays avancés.

Si, dans ce contexte, la zone Afrique du Nord et Moyen Orient d'une part, et, l'Afrique subsaharienne d'autre part, ont su tirer leur épingle du jeu d'un semestre à l'autre du fait de facteurs internes, dans les autres grands groupes de pays (économies avancées, marchés émergents et économies en développement de l'Asie de l'Est et du Pacifique, pays d'Europe et d'Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, Asie du Sud), l'on a observé une baisse de croissance au second semestre de 2018.

Au final, la croissance et le commerce planétaires ont ralenti au fil de la deuxième moitié de l'année et les prix ont été quasi-stables.

### 2.1.1. CROISSANCE

#### La croissance des pays avancés a ralenti

Dans le groupe des pays avancés, après avoir atteint un taux de 2,4 % au premier semestre en glissement annuel, la croissance a décéléré pour s'établir à environ 2%, influencée par les mauvaises performances du Japon et des pays avancés de la zone euro.

En effet, en zone euro, l'activité économique a pris un sérieux coup en Allemagne où le secteur automobile a pâti du décalage dans la mise en œuvre de nouvelles normes sur le diesel, et en Italie, qui semblerait être entrée en récession technique selon l'INSEE.

Au Japon, ce sont les catastrophes naturelles du troisième trimestre qui ont ralenti l'activité économique, n'eût été une demande intérieure solide, la croissance aurait été plus faible.

Par contre, aux Etats-Unis, l'activité est restée dynamique, même si l'on a noté des signes d'essoufflement dus au « shutdown », le plus long qu'ait connu ce pays.

#### Tout comme celle de la majorité des pays émergents et en développement

L'activité économique a été atone dans les pays d'Europe, d'Asie Centrale et dans une moindre mesure dans les pays d'Amérique latine et Caraïbes d'une part et d'autre part, d'Asie de l'Est et du Pacifique.

Les pressions inflationnistes consécutives à la dépréciation du Rouble ont pénalisé la croissance russe tandis qu'en Chine, le mix de politiques économiques censé aider le pays à faire face à la double pression extérieure et intérieure créée par la guerre commerciale avec les USA d'un côté, et de l'autre, par, la lutte contre l'endettement à risque n'a pas encore porté ses fruits. Dans ce contexte, au quatrième trimestre, en glissement annuel, la croissance chinoise a décliné à 6,5%, son niveau le plus bas depuis 2009.

Par ailleurs, l'Inde n'a pas toujours retrouvé sa croissance d'antan quoique, sur une base trimestrielle, l'on note une accélération (+1,7 après +1,2) portée notamment par la consommation des ménages. Avec un deuxième semestre marqué par une baisse de son produit intérieur, la Turquie, quant à elle, poursuit sa décadence entamée au deuxième trimestre de l'année sous revue.

#### En Afrique subsaharienne et au Moyen orient, par contre, la reprise s'est poursuivie

L'activité économique reste ferme en Afrique subsaharienne et au Moyen Orient.

L'évolution économique des pays tels que l'Arabie saoudite au Moyen Orient, de l'Egypte

en Afrique du Nord, du Nigéria, de l'Ouganda et du Ghana en Afrique subsaharienne illustre bien cette tendance.

Le Nigéria qui avait un début d'année morose, a vu sa croissance repartir pour atteindre 2,4% en glissement annuel au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année. La même dynamique a été observée au Ghana et en Ouganda quoique dans le premier pays, l'on constate un léger fléchissement en fin d'année.

L'Afrique du Sud enregistre une croissance moyenne de 1,2%, après 0,4% au 1<sup>er</sup> semestre de 2018.

### 2.1.2. COURS INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES

**Au second semestre de l'année 2018, les prix des principaux groupes de matières premières ont été contrastés.**

Les cours des matières premières énergétiques ont connu une évolution graduelle au troisième trimestre avant d'enregistrer une baisse importante (-17%) au quatrième trimestre, tandis que ceux des métaux de base ont augmenté de 7,6% au second semestre.

L'évolution des cours des matières énergétiques, fortement influencée par celle du Brent, est attribuable à la faiblesse de la demande mondiale dans un contexte de hausse de la production.

Les prix des produits alimentaires ont été assez volatiles au cours de la période sous revue.

**Les cours des principaux produits exportés par le Cameroun ont presque reculé.**

La majorité des matières premières échangées par le Cameroun ont connu une dévalorisation sur les marchés internationaux par rapport à leur niveau au premier semestre.

Les cours du pétrole brut ont enregistré une légère hausse, il convient de noter que celle-ci est davantage due aux niveaux record jamais atteints par ceux-ci depuis quatre ans (85 dollars en

octobre), puisqu'au dernier trimestre de l'année, ceux-ci ont commencé à dégringoler au point d'atteindre 55 dollars en fin décembre.

En glissement semestriel, les cours des autres produits tels le coton, les cafés, les bois et l'aluminium se sont repliés.

**Tableau 1: Evolution semestrielle des cours des principales matières premières échangées par le Cameroun en 2018**

	Prix moyens semestriels		Variation
	S1	S2	S2/S1
<b>Coton</b> (F Cfa/kg)	1222,3	1173,4	-4,0%
<b>Café Robusta</b> (F Cfa/kg)	1193,0	1053,8	-11,7%
<b>Café Arabica</b> (F Cfa/kg)	1837,4	1665,1	-9,4%
<b>Cacao</b> (F Cfa/kg)	1406,7	1296,0	-7,9%
<b>Bois grumes</b> (1000 F Cfa / m3)	259,9	233,8	-10,1%
<b>Bois scié</b> (1000 F Cfa / m3)	404,1	361	-10,7%
<b>Aluminium</b> (F Cfa/kg)	1335,5	1191,29833	-10,8%
<b>Pétrole</b> (1000 F Cfa / baril)	42,5	43,0	2,1%

Sources : FMI, INS<sup>1</sup>

### 2.1.3. COMMERCE INTERNATIONAL

Au deuxième semestre de 2018, le commerce mondial a subi les contrecoups de la guerre commerciale entre les USA et la Chine, conjuguée à la baisse de la demande mondiale. Le commerce mondial s'est accéléré au début du deuxième semestre avant de stagner vers la fin de l'année.

L'évolution en volume du commerce mondial ralentirait à 4,1% en 2018, après 5,5% en 2017.

#### 2.1.4. PRIX

Sous l'effet d'une hausse modérée des prix de l'énergie au deuxième semestre et de la baisse des cours des produits de base, l'inflation mondiale a été modérée.

Par exemple, la hausse des prix à la consommation hors alimentation et énergie a été

<sup>1</sup> INS, les Indicateurs de conjoncture, avril 2019

inférieure aux prévisions dans les grands pays tels les USA et le Royaume-Uni.

**Tableau 2: Evolution annuelle du Commerce international et des prix (en %)**

	2015	2016	2017	2018e
<b>Volume du commerce mondial</b>	2,9	2,8	5,5	4,1
<b>Prix des matières premières</b>				
Prix du pétrole	-47,3	-15,6	23,3	29,4
Indice des prix des produits non énergétiques	-15,8	-2,8	5,5	1,7

Source : Banque Mondiale

## II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE

### Afrique de l'Est et Afrique du Nord, régions les plus dynamiques

Les estimations de la Banque Africaine de Développement<sup>2</sup> font état de ce que l'Afrique orientale serait restée la plus dynamique à l'issue de l'année 2018, même si, d'un autre côté, l'on a enregistré des taux de croissance élevés en Afrique du Nord.

### Mais c'est en Afrique Centrale et Occidentale que l'on observe une amélioration de l'activité

Il est toutefois à noter que seules les régions du Centre et de l'Ouest devraient enregistrer des taux de croissance les plus élevés en fin 2018. Dans la première région, le Produit augmenterait 2,2%

après 1,1% en 2017, et dans la seconde, la croissance s'établirait à 3,3%, suite aux 2,7% comptés un an plus tôt.

Pris dans leur ensemble, les pays de la zone CEMAC, devraient connaître une nette augmentation de leur activité.

Selon les estimations de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)<sup>3</sup>, le taux de croissance du PIB de la CEMAC devrait rebondir à 1,6% en 2018 après avoir affiché 0,2% un an plus tôt.

Tête de proue de cette zone, le Cameroun, dont la résilience aux différents chocs qui heurtent son économie avait été mise à rude épreuve, a su relever la tête. Sa croissance devrait évoluer de 4,1% par rapport à l'année précédente.

Quant aux autres pays, leurs performances sont mentionnées dans le tableau suivant.

**Tableau 3 : Principaux indicateurs économiques et financiers des pays de la CEMAC**

	PIB	Exportations	Importations	Prix
<b>Tchad</b>	1,5	29,4	9,7	4*
<b>RCA</b>	3,9	6,7	18,4	0,9
<b>Gabon</b>	0,4	23,6	2,1	4,8
<b>Guinée Equatoriale</b>	-4	15	-8,9	1,3
<b>Congo</b>	1,4	47,7	-3,2	1,2
<b>Cameroun</b>	4,1	7,3	12,5	1,1

\*N'djamena seulement

Source : BEAC<sup>4</sup>, 2019

<sup>2</sup> Banque Africaine de Développement, Performances macroéconomiques en Afrique et perspectives

<sup>3</sup> BEAC, Zone BEAC : indicateurs économiques et financiers de la CEMAC, 2019

<sup>4</sup> BEAC, Principaux indicateurs économiques, sociaux et financiers, 2019

Tableau 4 : Evolution de la croissance trimestrielle du PIB

<i>PIB réel (%)<sup>1</sup></i>	<b>T4_017</b>	<b>T1_018</b>	<b>T2_018</b>	<b>T3_018</b>	<b>T4_018</b>
<b>Monde</b>	3,4	3,2	3,2	2,9	2,7
<b>Économies avancées</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>
États-Unis	2,5	2,6	2,9	3,0	3,0
Zone euro	2,7	2,4	2,2	1,6	1,2
Japon	2,3	1,4	1,4	0,1	0,2
<b>Marchés émergents et économies en développement</b>	4,8	4,9	4,8	4,4	4,2
<b>Asie de l'Est et Pacifique (EAP)</b>	6,4	6,6	6,4	6,2	6,1
Chine	6,7	6,8	6,7	6,5	6,4
Indonésie	5,2	5,1	5,3	5,2	5,2
Malaisie	5,7	5,3	4,5	4,4	4,7
Thaïlande	4,0	5,0	4,7	3,2	3,6
Viet Nam	7,7	7,4	6,9	6,8	7,3
<b>Europe et Asie centrale (ECA)</b>	3,5	4,2	3,8	2,9	1,8
Pologne	4,5	5,0	5,1	5,7	4,5
Russie	0,3	1,9	2,2	2,2	2,7
Turquie	7,3	7,4	5,3	1,8	-3,0
Ukraine	2,2	3,4	3,8	2,8	3,5
<b>Amérique latine et Caraïbes (LAC)</b>	2,3	1,9	1,7	1,5	1,1
Argentine	4,5	4,1	-3,8	-3,6	-6,2
Brésil	2,2	1,2	0,9	1,3	1,1
Chili	3,0	4,7	5,3	2,6	3,6
Mexique	1,5	1,2	2,6	2,5	1,7
<b>Moyen-Orient et Afrique du Nord (MNA)</b>	1,1	2,3	2,4	2,8	3,2
Arabie saoudite	-1,3	1,3	1,6	2,3	3,6
Égypte	5,3	5,4	5,4	5,3	5,5
Iran	2,4	2,9	2,5	..	..
Koweït	-2,7	-0,5	0,6	2,9	2,0
Qatar	3,3	2,0	1,7	1,7	0,3
<b>Asie du Sud (SAR)</b>	7,5	8,0	7,9	6,8	6,4
Inde	7,7	8,1	8,0	7,0	6,6
Sri Lanka	3,7	4,0	3,9	3,5	1,8
<b>Afrique subsaharienne (SSA)</b>	2,6	2,5	2,0	2,7	2,8
Afrique du Sud	1,4	0,7	0,1	1,3	1,1
Botswana	6,4	4,5	5,2	4,0	4,1
Ghana	5,5	5,4	5,4	7,4	6,8
Kenya	5,3	6,6	6,3	6,4	5,9
Nigéria	2,1	2,0	1,5	1,8	2,4
Ouganda	5,9	6,8	4,9	6,2	6,6

Source: Banque mondiale

\* e = estimation; p = prévision.

## **III- CONJONCTURE NATIONALE**

## III.1. ACTIVITE

### 3.1.1. PRODUCTION

#### *Dynamisme de l'activité ...*

Au deuxième semestre de 2018, le taux de croissance du PIB a gagné de 0.7 point par rapport au semestre précédent pour s'établir à 4,6%, attribuable aux secteurs secondaire (5,6% contre 1,5% au premier semestre de 2018) et primaire (4,27% contre 2,4% au premier semestre de 2018).

Le relèvement de l'activité dans les secteurs secondaire et primaire provient du grossissement de la production dans les branches « agriculture industrielle et d'exportation » (3% contre -14% au premier semestre de 2018), « Sylviculture et exploitation forestière » (14,4% contre 9,3% au premier semestre de 2018), « BTP » (8,7% contre 7,1% au premier semestre de 2018), et dans la branche « Eau et assainissement » (2,9% contre 1,7%).

Cependant, la croissance du secteur tertiaire a décéléré pour se situer à 4,1% contre 5,4% au premier semestre de 2018. Cette évolution est principalement imputable à l'inflexion de la production dans les branches « transports » (3,2% contre 5,8% au premier semestre de 2018), « administrations publiques » (2,5% contre 4,7% au premier semestre de 2018) et « services financiers » (9,3% contre 11,4% semestre précédent).

### 3.1.2. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES

Outil permettant de mesurer l'évolution du niveau des prix des biens et services consommés par les ménages, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) permet d'évaluer le taux d'inflation pour chaque type de biens sur une base de 100.

#### **3.1.2.1 EVOLUTION SEMESTRIELLE : +1,2% ; VARIATION SUR UN AN : +1,3%**

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 1,3 % d'une année à l'autre au deuxième semestre 2018. La hausse est de 1,2% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018. L'évolution des prix à la consommation est imputable aux boissons alcoolisées et tabacs, aux articles d'habillement et chaussures et à la hausse des prix pratiqués dans les transports mais aussi les restaurants et hôtels. Cette inflation est par ailleurs importée.

**Tableau 5 : Evolution de l'Indice général (base 100, en 2011) des prix**

	2 <sup>ème</sup> semestre 2017	1 <sup>er</sup> semestre 2018	2 <sup>ème</sup> semestre 2018	Variation (en %)	
	<b>a</b>	<b>b</b>	<b>c</b>	<b>c/b</b>	<b>c/a</b>
Indice général	<b>111,3</b>	<b>111,5</b>	<b>112,8</b>	1,2	1,3

Source : INS<sup>5</sup> 2019 et nos calculs

#### **Variation des composantes principales au 2<sup>ème</sup> semestre 2018**

Par fonctions de consommation, les prix des douze composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018 qu'en glissement annuel.

<sup>5</sup> INS, Note sur l'évolution des prix à la consommation, 2019

Par rapport au deuxième semestre 2017, la hausse de l'IPC est imputable aux boissons alcoolisées et tabacs (+2%), aux articles d'habillement et aux chaussures (+2,4%) et surtout à la hausse de 2,9% des prix pratiqués dans les restaurants et hôtels.

Par rapport au premier semestre 2018, la hausse des prix de 1,3% est soutenue par les prix pratiqués dans les restaurants et hôtels (+2,3%) et ceux pratiqués dans les transports (+1,4%), par ceux des produits alimentaires et boissons non alcooliques, par ceux des articles d'habillement et chaussures (+1,4%).

L'indice des prix des « produits alimentaires et boissons non alcooliques » a augmenté de 1,1% en glissement annuel.

L'indice des prix des « boissons alcoolisées et tabac » progresse de 1,5% par rapport au premier semestre 2018.

L'indice des prix de l'enseignement a progressé de 1,4 % par rapport à son niveau du deuxième semestre 2017.

Aussi bien par rapport au premier semestre 2018 qu'en glissement annuel, on a une relative maîtrise des prix dans les postes « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « santé » et « communications ».

**Tableau 6 : Evolution de l'Indice des prix par type de produits (base 100, en 2011)**

Fonction de consommation	2e sem.2017 a	1er Sem. 2018 b	2e sem. 2018 c	variation (en %)	
				c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	111,8	111,6	113,1	1,4	1,1
Produits alimentaires	111,8	111,6	113,1	1,4	1,2
Boissons non alcoolisées	108,9	109,4	110,4	0,9	1,4
Boissons alcoolisées et tabacs	122,2	122,9	124,7	1,5	2,0
Articles d'habillement et chaussures	106,5	107,6	109,1	1,4	2,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	114,7	114,4	115,2	0,6	0,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	106,5	106,9	107,9	0,9	1,3
Santé	102,1	102,2	102,8	0,6	0,7
Transports	120,8	120,8	122,4	1,4	1,4
Communications	90	90,2	90,3	0,1	0,3
Loisirs et culture	103,8	104,1	104,8	0,7	1,0
Enseignement	114,3	114,7	115,9	1,0	1,4
Restaurants et hôtels	119,6	120,5	123,1	2,2	2,9
Biens et services divers	110,8	111,1	112,6	1,3	1,6

Source : INS

Par groupe secondaire de produits, toutes les composantes principales ont augmenté par rapport au premier semestre 2018. En glissement annuel, on observe un recul des prix des produits frais, des services, des biens non-durables et des biens des secteurs primaire et tertiaire.

En glissement annuel, la hausse de l'indice des prix à la consommation est imputable aux produits importés (+2,3%), aux produits du secteur secondaire (+10,7%), des biens hors produits frais et énergies (+9%), des biens durables (+8,6%) ou semi-durables (+5,8%).

**Tableau 7 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits**

Groupe secondaire de produits	2e sem.2017	1er Sem. 2018	2e sem. 201	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits locaux	113,1	112,7	114,2	1,3	1,0
Produits importés	106,1	107,2	108,5	1,3	2,3
Energie	107,9	108,0	108,3	0,2	0,3
<i>Produits   pétroliers</i>	108,2	108,3	108,7	0,3	0,4
Produits frais	118,2	108,3	108,7	0,3	-8,1
Hors produits frais et énergie	110,1	117,7	120,0	1,9	9,0
Primaire	116,4	110,3	111,6	1,1	-4,2
Secondaire	105,1	115,1	116,3	1,1	10,7
Tertiaire	113,4	106,1	107,1	1,0	-5,5
Durable	106,3	113,9	115,4	1,4	8,6
Non-durable	111,4	107,1	108,1	0,9	-3,0
Semi-durable	106	111,0	112,1	1,0	5,8
Services	113,5	106,8	108,1	1,2	-4,8

Source : INS

### 3.1.2.2 REPARTITION SPATIALE DE L'INFLATION

Sur le plan spatial, les prix ont augmenté au deuxième semestre 2018 dans neuf des dix régions aussi bien par rapport au premier semestre 2018 qu'en glissement annuel.

En se situant à 111,4, l'indice des prix à Maroua recule de 0,7% aussi bien par rapport au premier semestre 2018 qu'en glissement annuel.

En glissement annuel, la hausse des prix est relativement importante à Buea (+2,3%) et à Bertoua (+2,1%). Par rapport au premier semestre 2018, l'indice des prix a augmenté de 2,5% à Bamenda, de 1,8% à Garoua et de 1,7% à Buea et Bafoussam.

**Tableau 8 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des différentes régions**

	2e sem.2017	1er Sem. 2018	2e sem. 2018	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	110,6	111,3	112,5	1,0	1,7
Douala	111	110,9	112,5	1,4	1,3
Bafoussam	111,7	110,4	112,3	1,7	0,5
Bamenda	111,1	110,4	113,1	2,5	1,8
Garoua	110,7	110,6	112,6	1,8	1,7
Maroua	112,1	112,1	111,4	-0,7	-0,7
Ngaoundéré	108,9	109,5	110,4	0,8	1,4
Bertoua	113,7	115,3	116,1	0,7	2,1
Buea	113,3	114,0	115,9	1,7	2,3
Ebolowa	113,4	113,6	114,1	0,5	0,6
<b>National</b>	111,3	111,5	112,8	1,2	1,3

Source : INS

Tableau 9 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités						Variations PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités (T/T-4)					
	(base 100 = 2005) (en milliards FCFA)						(%)					
	T3_2017	T4_2017	T1_2018	T2_2018	T3_2018	T4_2018	T3_2017	T4_2017	T1_2018	T2_2018	T3_2018	T4_2018
<b>Secteur primaire</b>	<b>581,7</b>	<b>561,8</b>	<b>408,6</b>	<b>587,5</b>	<b>618,3</b>	<b>577,7</b>	<b>-6,6</b>	<b>4,1</b>	<b>1,9</b>	<b>3,0</b>	<b>6,3</b>	<b>2,8</b>
Agriculture des produits vivriers	299,9	214,5	201,7	328,6	307,9	223,6	4,9	4,5	4,1	3,6	2,7	4,2
Agriculture industrielle et d'exportation	120,7	192,9	43,3	73,3	134,9	182,8	-34,4	5,1	-14,9	-18,8	11,8	-5,2
Elevage, chasse et pêche	73,7	74,8	76,0	76,3	76,9	78,7	4,8	5,2	5,7	4,9	4,3	5,2
Sylviculture et exploitation forestière	87,4	79,6	87,6	109,3	98,5	92,6	5,6	-0,3	3,8	21,3	12,7	16,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1039,6</b>	<b>963,5</b>	<b>1045,2</b>	<b>1100,3</b>	<b>1087,2</b>	<b>1030,2</b>	<b>5,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>4,6</b>	<b>6,9</b>
Industries Extractives	206,2	203,5	194,9	208,5	218,5	216,5	-15,1	-13,9	-13,5	-6,9	6,0	6,4
.....dont extraction d'hydrocarbure	202,3	200,6	191,5	204,7	214,6	213,2	-15,6	-14,0	-13,8	-7,1	6,1	6,3
Industries Agro-alimentaires	228,6	242,3	274,2	267,4	236,2	257,2	8,3	4,1	5,0	5,2	3,3	6,1
Autres Industries Manufacturières	298,2	278,7	300,0	309,8	311,4	290,1	4,9	6,1	8,0	-1,7	4,4	4,1
Electricité	25,6	28,1	26,1	27,4	26,7	27,2	1,5	8,1	-3,9	4,1	4,4	-3,4
Eau et Assainissement	26,8	26,7	26,3	26,7	27,2	27,9	11,1	6,0	3,2	0,8	1,7	4,6
BTP	254,3	184,1	223,6	260,5	267,1	211,3	27,0	-0,7	5,1	9,7	5,0	14,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2061,8</b>	<b>2199,1</b>	<b>2072,6</b>	<b>2130,1</b>	<b>2156,9</b>	<b>2278,8</b>	<b>5,3</b>	<b>5,1</b>	<b>5,4</b>	<b>5,4</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>
Commerce et réparation	693,1	662,6	625,7	716,0	714,7	696,9	1,8	3,0	5,6	5,4	3,1	5,2
Transports	233,4	223,5	208,8	238,6	238,9	233,1	2,7	3,3	6,7	5,0	2,4	4,3
Information et communication	93,4	91,4	94,6	98,6	97,3	93,8	8,0	4,7	2,2	6,0	4,2	2,7
Hôtels et restauration	66,0	69,6	69,8	68,1	68,5	72,3	4,8	3,2	5,1	3,0	3,7	4,0
Services financiers	105,3	106,8	117,3	121,2	114,2	117,9	3,7	1,4	9,3	13,9	8,4	10,3
Administrations publiques	421,2	589,2	509,7	420,4	447,9	593,5	14,1	11,8	6,2	3,5	6,3	0,7
Autres services marchands	449,3	456,0	446,6	467,2	475,4	471,3	4,6	2,3	3,3	5,4	5,8	3,4
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>3683,1</b>	<b>3724,4</b>	<b>3526,3</b>	<b>3817,9</b>	<b>3862,4</b>	<b>3886,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>4,9</b>	<b>4,4</b>
Impôts et taxes nets sur les produits	310,6	294,9	267,9	310,5	321,3	315,0	6,1	4,2	4,3	8,5	3,4	6,8
<b>PIB</b>	<b>3 993,7</b>	<b>4 019,3</b>	<b>3 794,2</b>	<b>4 128,4</b>	<b>4 183,7</b>	<b>4 201,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,8</b>	<b>4,5</b>

Source : INS / Les comptes nationaux trimestriels (4<sup>ème</sup> trimestre 2018)

### III.2. FINANCES PUBLIQUES

Le tableau de bord des finances publiques a pour objet de donner un aperçu sur l'évolution des différents indicateurs des finances publiques de l'Etat. Il retrace les tendances et les mutations conjoncturelles qui ont marqué les finances publiques au cours d'une période donnée (semestre ou année).

#### 3.2.1- RESULTATS BUDGETAIRES

Au terme du deuxième semestre 2018, tous les soldes budgétaires se sont améliorés en glissement annuel, bien que restant négatifs.

Par rapport au premier semestre 2018, seul le déficit du solde de base non pétrolier s'est creusé de 13,6 milliards, pour s'établir à 425,2 milliards.

**Tableau 10 : Performance budgétaire semestrielle (en milliards)**

	2 <sup>e</sup> Semestre 017	1 <sup>er</sup> Semestre 018	2 <sup>e</sup> Semestre 018
Solde global, base caisse	-672,4	-305,9	-277,7
Solde de base global	-648,7	-191,4	-145,1
Solde de base, non pétrolier	-713,3	-411,5	-425,2

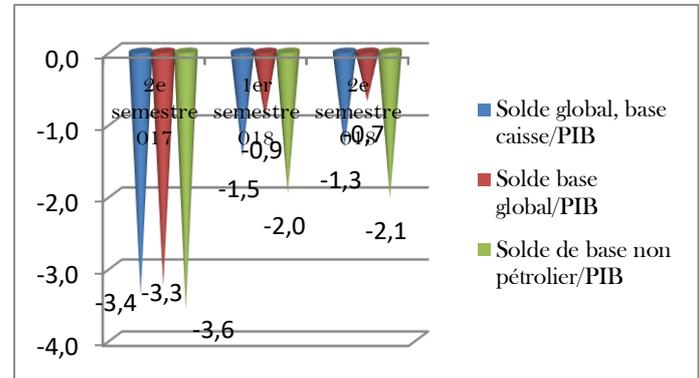
Source : MINFI/DP

Le déficit base caisse du deuxième semestre 2018, en se situant à 277,7 s'est réduit de 394,7 milliards par rapport au deuxième semestre 2017.

Ce déficit a été financé par l'extérieur notamment les tirages d'un montant de 503,4 milliards et par le système bancaire (BEAC et tirage FMI essentiellement) à hauteur de 255,9 milliards.

Au terme du deuxième semestre 2018, en dehors du ratio solde de base non pétrolier/PIB qui s'est dégradé par rapport au premier semestre 2018, tous les autres ratios se sont améliorés aussi bien par rapport au premier semestre 2018 qu'en glissement annuel.

**Graphique 3 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires**



Source : MINFI/DP

Au deuxième semestre 2018, le ratio recettes internes sur PIB, en s'établissant à 9,1% s'est amélioré de 1,1 point en glissement annuel et de 1,6 point par rapport au premier semestre 2018. Les poids des dépenses publiques, des dépenses courantes et des dépenses d'investissement dans le PIB se sont réduits par rapport au deuxième semestre 2017, en lien avec la rationalisation budgétaire voulue dans le cadre du programme appuyé par les partenaires techniques et financiers.

**Tableau 11 : Evolution de quelques ratios de finance publique (en % du PIB)**

	2 <sup>e</sup> semestre 017	1 <sup>er</sup> semestre 018	2 <sup>e</sup> semestre 018
Recettes internes/PIB	8,0	7,5	9,1
Dépenses totales/PIB	11,8	9,5	10,8
Dépenses courantes/PIB	6,8	4,6	6,1
Dépenses d'investissement / PIB	4,6	3,7	3,6

Source : MINFI/DP

### 3.2.2- RECETTES BUDGETAIRES

Au terme du deuxième semestre 2018, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent que les recettes totales internes sont de 1 877,8 milliards, en hausse de 18,6% en glissement annuel. Cette évolution est attribuable au bon comportement des recettes pétrolières (contribution de 5,7 points à la croissance) et surtout des recettes non pétrolières (avec une contribution de 12,9 points).

En glissement annuel, la bonne mobilisation des recettes non pétrolières est attribuable aux recettes douanières (+13,4%), aux recettes de TVA (+12,6%), à l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+26,3%), aux recettes non fiscales (+24,1%) et aux impôts sur les traitements et salaires (+22,6%).

Les recettes douanières ont été tirées par la TVA à l'import (+32%), dans un contexte de baisse de 3,8% des droits de douanes à l'import.

**Tableau 12 : Evolution des composantes des recettes non pétrolières (en milliards de francs CFA)**

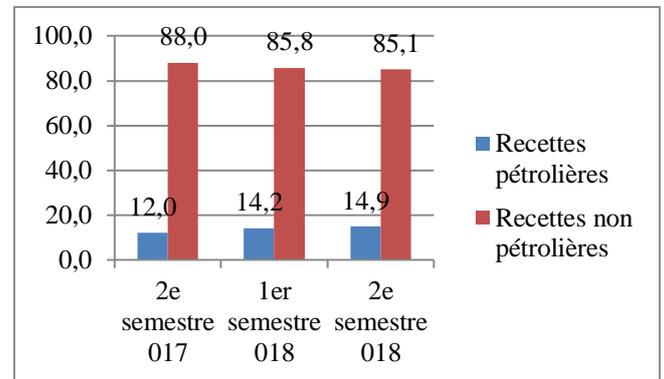
	2 <sup>e</sup> semestre 017	1 <sup>er</sup> semestre 018	2 <sup>e</sup> semestre 018
<b>Recettes impôts et taxes hors IS/P</b>	905,9	903,2	1 036,0
Impôts/Traitements et salaires	79,1	80,5	97,0
Impôt sur les sociétés non pétrolières	126,6	196,3	159,9
Recettes de TVA	401,5	327,2	452,2
Droits d'accises	84,3	100,5	85,1
Taxe s/vente prod pétroliers	60,0	66,6	60,9
Droits d'enregistrement et du timbre	54,1	51,8	59,5
<b>Recettes des douanes</b>	396,5	353,3	449,5
Droits de douanes à l'import	202,5	159,1	194,7
TVA à l'import	165,5	162,0	218,5
<b>Recettes non fiscales</b>	90,4	78,5	112,2

Source : MINFI/DP

Les recettes pétrolières sont de 280,1 milliards au deuxième semestre 2018, en hausse de 27,2% par rapport au premier semestre 2018 et de 47% en glissement annuel. Cette évolution est principalement

attribuable à la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole brut Brent.

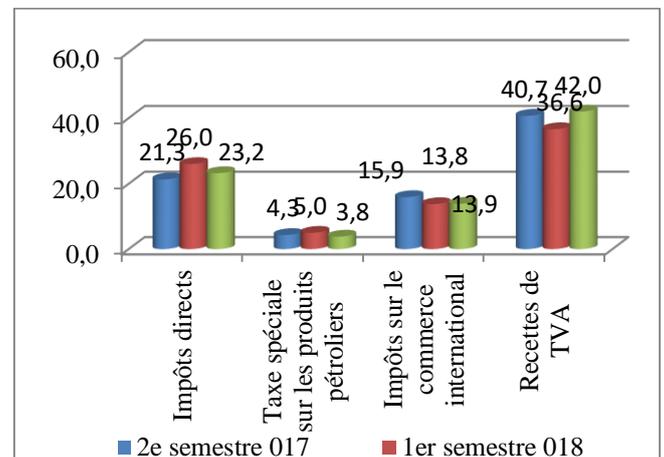
**Graphique 4 : Poids des recettes pétrolières et non pétrolières (en % des recettes internes)**



Source : MINFI/DP

Les recettes de TVA, en s'élevant à 670,7 milliards au deuxième semestre 2018, représentent 42% des recettes internes et occupent le premier rang dans les recettes non pétrolières. Elles sont suivies par les recettes des impôts directs (23,2%), les recettes des impôts sur le commerce international (13,9%).

**Graphique 5 : Evolution des composantes des recettes non pétrolières (en % du total)**



Source : MINFI/DP

### 3.2.3- DEPENSES PUBLIQUES

Les dépenses publiques s'élèvent à 2 238,8 milliards au terme du deuxième semestre 2018. Elles baissent de 4 % en glissement annuel et augmentent de 13,5% par rapport au premier semestre 2018. L'évolution des dépenses budgétaires par rapport au premier semestre 2018 s'explique par le cycle budgétaire.

**Tableau 13 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat (en milliards de francs CFA)**

	2 <sup>e</sup> semestre 2017	1 <sup>er</sup> semestre 2018	2 <sup>e</sup> semestre 2018
Dépenses publiques	2 332,0	1 972,5	2 238,8
<b>1-Dépenses courantes</b>	<b>1347,9</b>	<b>959,0</b>	<b>1 265,5</b>
Salaires	475,8	490,1	517,6
Achat des biens et services	414,0	306,0	425,1
Transferts et subvention	186,4	162,9	322,7
Paiement des intérêts	126,0	92,2	102,6
<b>2-Dépenses d'investissements</b>	<b>915,0</b>	<b>768,2</b>	<b>749,8</b>
Dépenses sur financements extérieurs	489,0	424,9	362,9
Dépenses s/ressources propres	407,3	338,3	375,6

Source : MINFI/DP

En glissement annuel, l'évolution des dépenses publiques est principalement attribuable aux dépenses d'investissement, qui se sont contractées de 18,1%.

Les dépenses courantes ont baissé de 6,1%. Cette évolution est attribuable à la baisse de 18,1% du montant des intérêts sur la dette publique dans la période sous revue. Malgré l'opération d'assainissement du fichier solde, la masse salariale a augmenté de 8,8% dans la même période.

En s'établissant à 749,8 milliards au deuxième semestre 2018, les dépenses d'investissements ont diminué de 2,4% par rapport au premier semestre 2018. Elles ont été financées à 50,1% sur ressources propres et à plus de 48% sur financements extérieurs.

**Tableau 14 : Recettes recouvrées et Dépenses effectives (en milliards de FCFA)**

(en milliards de FCFA)	2 <sup>e</sup> Semestre 2017	1 <sup>er</sup> Semestre 2018	2 <sup>e</sup> Semestre 2018
<b>Recettes totales</b>	<b>1 583,3</b>	<b>1 555,2</b>	<b>1 877,8</b>
<b>Recettes pétrolières</b>	<b>190,5</b>	<b>220,2</b>	<b>280,1</b>
<b>Recettes non pétrolières</b>	<b>1 392,8</b>	<b>1 335,1</b>	<b>1 597,7</b>
Impôts directs	297	347,4	371,3
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	59,9	66,6	60,9
Impôts sur le commerce international	221,5	183,7	222,0
Recettes de TVA	566,9	489,2	670,7
<b>Recettes impôts et taxes hors IS/P</b>	<b>905,9</b>	<b>903,2</b>	<b>1 036,0</b>
Impôts/Traitements et salaires	79,1	80,5	97,0
Impôt sur les sociétés non pétrolières	126,6	196,3	159,9
Recettes de TVA	401,5	327,2	452,2
Droits d'accises	84,3	100,5	85,1
Taxe s/vente prod pétroliers	60,0	66,6	60,9
Droits d'enregistrement et du timbre	54,1	51,8	59,5
<b>Recettes des douanes</b>	<b>396,5</b>	<b>353,3</b>	<b>449,5</b>
Droits de Douanes à l'import	202,5	159,1	194,7
TVA à l'import	165,5	162,0	218,5
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>90,4</b>	<b>78,5</b>	<b>112,2</b>
Dons	57,8	46,2	39,7
<b>Dépenses publiques</b>	<b>2 332,0</b>	<b>1 972,5</b>	<b>2 238,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 347,9</b>	<b>959,0</b>	<b>1 265,5</b>
salaires	475,8	490,1	517,6
Achat des biens et services	414,0	306,0	425,1
Transferts et subventions	186,4	162,9	322,7
Paiement d'intérêts	126,0	92,2	102,6
<b>Dépenses de capital</b>	<b>915,0</b>	<b>768,2</b>	<b>749,8</b>
Dépenses s/financements extérieurs	489,0	424,9	362,9
Dépenses s/ressources propres	407,3	338,3	375,6
<b>Service de la dette publique</b>	<b>NC</b>	<b>298,7</b>	<b>709,8</b>

Source : MINFI/DP

### III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La mise en œuvre du programme économique et financier triennal conclu avec le FMI en juin 2017, s'est poursuivie au deuxième semestre 2018 et a pour objectif, sur le plan monétaire et financier, de préserver la stabilité monétaire et de renforcer la résilience du secteur financier. Des mesures correctives prises pour s'attaquer à l'insuffisance des avoirs extérieurs nets portent des fruits. Le taux de bancarisation s'améliore à la faveur de la finance technologique (fintech)

#### SITUATION MONETAIRE

A fin décembre 2018, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 5 954,8 milliards, en hausse de 13,7% par rapport au 30 juin 2018, et de 15,7% en glissement annuel.

##### 3.1.1. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

Au terme du deuxième semestre 2018 (au 31 décembre) et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 14,4% pour s'élever à 5 043,1 milliards.

Par rapport à fin juin 2018, la masse monétaire augmente de 13,6%.

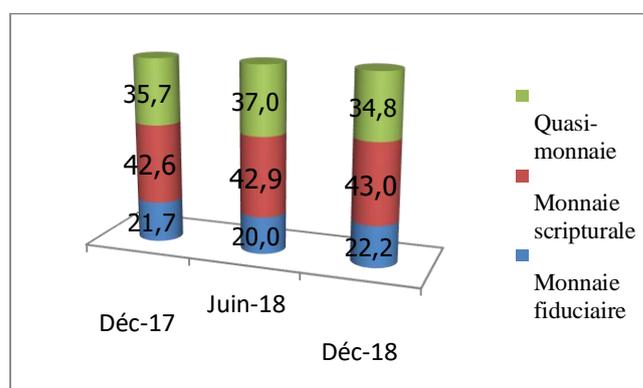
En glissement annuel, la hausse de la masse monétaire résulte principalement de celle de la monnaie scripturale (contribution de 6,5 points à la croissance) et de celle de la quasi-monnaie (contribution de 6,2 points).

Par rapport au 30 juin 2018, si la circulation fiduciaire (stock de billets et pièces en circulation) progresse de 17% et la quasi-monnaie (ou dépôts à terme et des comptes d'épargne) de 9,5%, la hausse de la masse monétaire est soutenue surtout par celle de la monnaie scripturale (contribution de 6,6 points à la croissance de la masse monétaire).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale, malgré la diminution de son poids (43,2% à fin décembre 2018 contre 42,5% au 30 juin 2018). La monnaie fiduciaire passe de 20,3% au 30 juin 2018 à 20,9%. Le poids de la quasi-

monnaie diminue passant de 37% à fin juin 2018 à 34,8%.

**Graphique 6 : Composantes de la masse monétaire (en %)**



Source : BEAC

##### 3.1.2. SOURCES DE CREATION MONETAIRE

###### 3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au terme du deuxième semestre (31 décembre 2018) et par rapport à fin juin 2018, les avoirs extérieurs nets (AEN) progressent de 12,2% pour s'établir à 1 846,6 milliards. Cette hausse est de 5,2% en glissement annuel. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse de 17,7% des avoirs extérieurs nets de la BEAC.

Cette évolution est attribuable en partie à une bonne tenue des cours du baril du pétrole brut, à un meilleur rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'au rapatriement et à la cession des avoirs extérieurs par toutes les entités publiques.

### 3.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur s'élève à 3 882,1 milliards au 31 décembre 2018 ; il progresse aussi bien par rapport à fin juin 2018 (+14,5%) qu'en glissement annuel (+21,6%). Cette évolution est essentiellement attribuable aux créances nettes sur l'Etat (contribution de 8,8 points par rapport à fin juin 2018 et de 10 points en glissement annuel) et des crédits au secteur privé non financier (contribution de 7,3 points par rapport à fin juin 2018 et de 8,7 points en glissement annuel).

#### 3.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 465,2 milliards à fin décembre 2018, les créances nettes progressent de 220,4% par rapport au 31 décembre 2017 et de 181,1% par rapport au 30 juin 2018. La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 303,1 milliards, en hausse aussi bien par rapport à fin juin 2018 qu'en glissement annuel. Cette évolution s'explique par la progression du crédit FMI.

#### 3.1.2.2.2. Crédits à l'économie

Au terme du deuxième semestre 2018, les crédits à l'économie se chiffrent à 3 231,9 milliards et progressent de 6% par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution résulte de l'augmentation de 9,9% des crédits octroyés au secteur privé non financier et de la hausse de 66,2% de crédit aux entreprises publiques non financières. La répartition des créances sur l'économie selon la durée reste dominée par la part des crédits à court terme (59,3%). La part des crédits à moyen terme se situe à 39,2% et celle des crédits à long 1,5%.

Tableau 15 : Situation monétaire (au sens large) à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA)

	déc.-17	juin-18	déc.-18	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
<b>CONTREPARTIES de la masse monétaire</b>	<b>5 163,8</b>	<b>5 237,4</b>	<b>5 954,8</b>	<b>13,7</b>	<b>15,3</b>
Avoirs Extérieurs Nets	1 970,1	1 846,6	2 072,7	12,2	5,2
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 321,9	1 255,3	1 477,2	17,7	11,7
Avoirs extérieurs nets des BCM	648,2	591,3	595,5	0,7	-8,1
Crédit intérieur	3 193,6	3 390,9	3 882,1	14,5	21,6
Créances nettes sur l'Etat	145,2	165,5	465,2	181,1	220,4
Position nette du gouvernement	204,3	154,6	303,1	96,1	48,3
Crédit à l'économie	3 048,5	3 225,4	3 231,9	0,2	6,0
Crédit au secteur privé non financier	2 834,4	2 864,9	3 113,6	8,7	9,9
Crédit aux entreprises publiques non financières	146,1	270,3	242,8	-10,2	66,2
<b>RESSOURCES</b>	<b>5 163,8</b>	<b>5 237,4</b>	<b>5 954,8</b>	<b>13,7</b>	<b>15,3</b>
Masse monétaire (M2)	4 407,3	4 440,6	5 043,1	13,6	14,4
Circulation fiduciaire	977,9	902,8	1 056,3	17,0	8,0
Monnaie scripturale	1 895,3	1 887,9	2 179,9	15,5	15,0
Quasi-monnaie	1 534,0	1 649,9	1 807,0	9,5	17,8
Autres postes nets	756,5	796,8	911,6	14,4	20,5

Source : BEAC

## 3.2. SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

Le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers, environ 500 établissements de microfinance (EMF), 28 compagnies d'assurance et une bourse de valeur mobilière (la DSX). La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière.

### 3.2.1. SECTEUR BANCAIRE

Au 31 décembre 2018, le nombre des comptes bancaires a atteint 3 226 336. Cinq banques détiennent 73,2% des comptes bancaires. Il s'agit de : la BICEC (21,9%), la SGC (16,7%), CCA-Bank (13 %), Afriland First –Bank (10,9%), et Ecobank (10,7%).

#### 3.2.1.1. Dépôts de la clientèle (banque)

Au terme du deuxième semestre 2018, les dépôts augmentent de 10,7% en glissement annuel et se chiffrent à 4 442,3 milliards.

L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des particuliers (contribution de 7,5 points à la croissance des dépôts), des entreprises individuelles (contribution de 1,9 point) ainsi que ceux des entreprises privées (contribution de 1,7 point). Les dépôts de l'administration publique centrale (qui baisse de 13,5%) et ceux des entreprises publiques (-4,3%) ont ralenti la croissance des dépôts bancaires.

Par rapport à fin juin 2018, les dépôts progressent de 7,9%, soutenus par ceux des particuliers (contribution de 5,4 points à la croissance du total des dépôts) et des entreprises privées (contribution de 4,1 points).

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts collectés au 31 décembre 2018, soit 1 855,3 milliards. Cela représente 41,8% du total des dépôts contre 38,7% au 31 décembre 2017. Ils sont suivis par les entreprises privées (22,5%), l'administration publique centrale (9,2%), les entreprises publiques (4,8%), les entreprises individuelles (4,3%), les administrations privées (3,8%) et les organismes publics (3,7%).

**Tableau 16 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)**

Libellés	Déc. 2017	Juin 2018	Déc. 2018	Variations (%)		Poids en
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)	Déc. 2018 (%)
Administration publique centrale	473,1	515,3	409,1	13,5	20,6	9,2
Administration publique locale	19,2	19,1	20,6	7,3	7,9	0,5
Organismes publics	166,1	187,4	164,6	-0,9	12,2	3,7
Administrations privées	155,0	166,2	167,2	7,9	0,6	3,8
Entreprises publiques	224,8	246,8	215,2	-4,3	12,8	4,8
Entreprises privées	933,4	834,1	1 001,6	7,3	20,1	22,5
Sociétés d'assurance et de capital	145,6	145,3	149,5	2,7	2,9	3,4
Entreprises individuelles	113,8	139,7	189,2	66,3	35,4	4,3
Particuliers	1 553,0	1 631,2	1 855,3	19,5	13,7	41,8
Divers	228,1	232,6	270,0	18,4	16,1	6,1
<b>Total</b>	<b>4 012,1</b>	<b>4 118,0</b>	<b>4 442,3</b>	<b>10,7</b>	<b>7,9</b>	

Source: BEAC

En termes de parts de marché de dépôt, Afriland First-Bank occupe la 1<sup>ère</sup> place avec 17,7% du total des dépôts bancaires. Elle est suivie par : SGC (15,7%), BICEC (13,5%), SCB (12 %), ECOBANK (8,4%), UBA (5,6%), CBC (5%), CCA-Bank (4,5%), SCBC (4,3%), BGFI-Bank

(4,3%), BAC (3,9%), CITIBANK (2,3%), NFC-Bank (1,9%), UBC (1%) et BC-PME (0,2%).

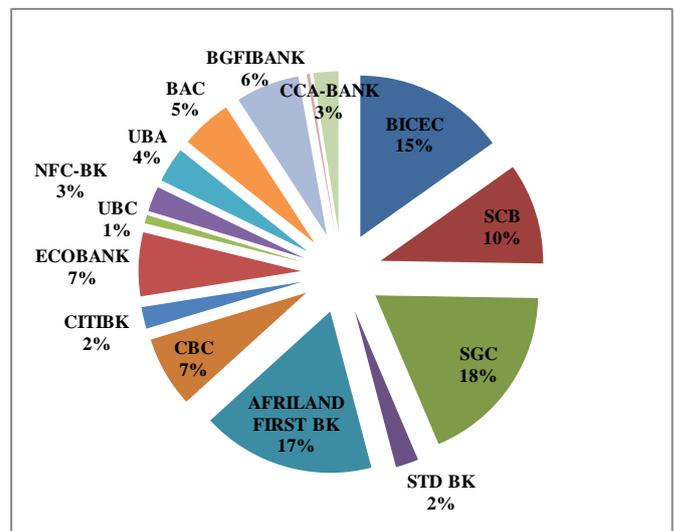
### 3.2.1.2. Encours des crédits (banque)

A fin décembre 2018, l'encours des crédits s'élève à 3 596,9 milliards, soit une hausse de 8,3% par rapport au 30 juin 2018, et de 6,3% en glissement annuel.

Par rapport au 30 juin 2018, l'évolution des crédits est essentiellement soutenue par ceux octroyés aux entreprises privées (+3,7%), aux particuliers (+14,9%) et aux entreprises individuelles (+46,8%). En glissement annuel, l'augmentation des crédits est tirée par celle des crédits aux entreprises publiques (+64,8%), des entreprises privées (+3,9%), des particuliers (+14,6%) et par la hausse de 23,1% des crédits octroyés aux entreprises individuelles.

En termes de parts de marché, la SGC a octroyé 18,4% du total des crédits. Elle devance ainsi Afriland First Bank (17,3%) et la BICEC (15,1%).

**Graphique 7 : Parts de marché de Crédit**



Source : COBAC

Par type de clientèle, 64,5% de l'encours de crédits sont destinés aux entreprises privées, soit 2 321 milliards. Elles sont suivies par les particuliers (14,2%), l'Administration publique centrale (7,2%), les entreprises publiques (7%), et les entreprises individuelles (5,1%).

**Tableau 17 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)**

Libellés	Déc. 2017	Juin 2018	Déc. 2018	Variations (%)		Poids en
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)	Déc. 2018 (%)
Administration publique centrale	267,4	259,1	258,3	-3,4	-0,3	7,2
Administration publique locale	1,4	1,3	1,4	0,0	7,7	0,0
Organismes publics	0,0	11,1	7,5	NC	-32,4	0,2
Administrations privées	30,2	16,1	53,8	78,1	<sup>234,</sup> 2	1,5
Entreprises publiques	152,4	266,9	251,1	64,8	-5,9	7,0
Entreprises privées	2 233,5	2 237,8	2 321,0	3,9	3,7	64,5
Sociétés d'assurance et de capital	3,2	18,7	3,8	18,8	-79,7	0,1
Entreprises individuelles	148,1	124,2	182,3	23,1	46,8	5,1
Particuliers	444,6	443,3	509,5	14,6	14,9	14,2
Divers	40,7	5,1	8,2	-79,9	60,8	0,2
<b>Total</b>	<b>3 321,5</b>	<b>3 383,9</b>	<b>3 596,9</b>	<b>8,3</b>	<b>6,3</b>	

Source: BEAC

Les concours financiers octroyés par les banques se sont orientés vers les branches d'activité suivantes : le secteur des « BTP » bénéficie du montant le plus élevé des crédits (21,8% du total de crédit), suivi par les secteurs de « production et distribution d'électricité, gaz, et eau » (15,4%), « commerce, restaurant et hôtellerie (15,2%), « transport et activités auxiliaires de transport » (14%), « agriculture, élevage, chasse, sylviculture et pêche » (13,6 %) « Industries extractives » (10,6%).

A fin décembre 2018, le taux de couverture des crédits par les dépôts de l'ensemble des banques se situe à 123,5% contre 121,7% au 30 juin 2018 et 120,8% en glissement annuel. Les créances brutes en souffrance ont atteint 554,0 milliards au 31 décembre 2018. Le taux des créances brutes en souffrance se situe à 15,4 %. Les provisions constituées augmentent à 426 milliards à fin décembre 2018.

Les créances brutes en souffrance s'élèvent à 512 milliards, soit 15,1% de l'encours des crédits, tandis que les provisions constituées sont de 375,8 milliards.

Les concours financiers octroyés par les banques se sont orientés vers les branches d'activité suivantes : « Bâtiments et Travaux Publics » (20,7% du total des crédits), « Commerce, restauration et

hôtellerie » (17,4%), « Transports et activités auxiliaires de transport » (16,5%), « Agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%), « Production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,7%), « Industries extractives » (11,1%), « productions des services aux collectivités et personnels » (5,5%) et « activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,7%).

A fin décembre 2018, la situation des normes prudentielles dans les 15 banques se présente ainsi qu'il suit :

- 9 banques se conforment globalement aux normes exigées ;
- 10 banques respectent les ratios de solvabilité et de couverture des immobilisations ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité parmi lesquelles 04 sur liquides ;
- 03 banques présentent des fonds propres nets négatifs ;
- 06 banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

### 3.2.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

Au 31 décembre 2018, 281 établissements de microfinance (EMF) immatriculés, dont 238 de 1<sup>ère</sup> catégorie et 48 de 2<sup>ème</sup> catégorie exercent effectivement leurs activités au Cameroun.

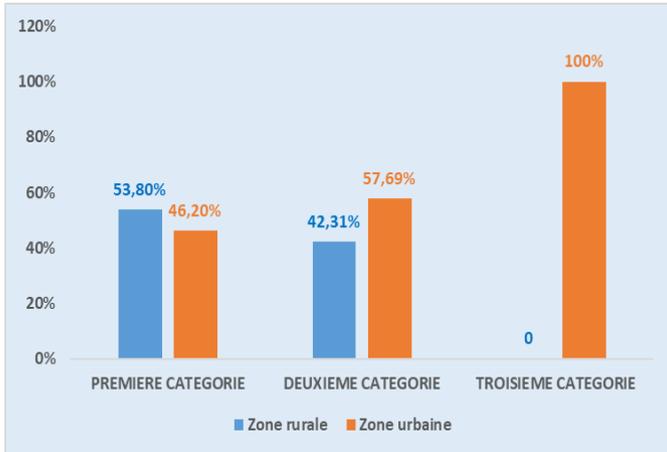
**Tableau 18 : Répartition des EMF immatriculés par catégorie**

	31/12/2017	31/12/2018	% du total
Première Catégorie	227	231	83,2
Deuxième Catégorie	44	48	16,1
Troisième Catégorie	2	2	0,7
<b>Total</b>	<b>273</b>	<b>281</b>	<b>100</b>

Source : CNC

Les agences des EMF de 1<sup>ère</sup> catégorie sont en majorité (53,8%) en zone rurale ; par contre, celles des EMF de 2<sup>ème</sup> catégorie sont majoritairement (57,7%) en zone urbaine. Les 7 agences des deux EMF de 3<sup>ème</sup> catégorie sont en zone urbaine.

**Graphique 8 : Répartition des EMF agréés par zones (rurale et urbaine)**



Source : CNC

Le nombre de comptes ouverts dans les livres des EMF a baissé de 26,7% et celui des comptes Banques a progressé de 59,2%, en lien avec le changement de statut du Crédit Communautaire d’Afrique (CCA) de celui d’EMF de 2<sup>ème</sup> catégorie à celui de banque commerciale.

**Tableau 19 : Nombre de comptes de la clientèle ouverts dans les EMF**

	31/12/2017	31/12/2018	% du Total	Variation (en %)
Nombre de comptes EMF	3 031 096	2 222 163	40,8	-26,7
Nombre de comptes Banques	2 146 099	3 226 336	59,2	50,3
<b>Total Comptes</b>	<b>5 177 195</b>	<b>5 448 499</b>		<b>5,2</b>

Source : CNC/Déclarations des EMF, CERBER

Par rapport à fin décembre 2017, le total bilan a baissé de 13,2%, pour se situer à 708,6 milliards. Si le total bilan des EMF de 1<sup>ère</sup> catégorie a augmenté de 2,3%, en revanche celui des EMF de 2<sup>ème</sup> et de

3<sup>ème</sup> catégorie a respectivement reculé de 22,9% et de 31,7%.

**Tableau 20 : Total bilan des EMF**

	31/12/2017	31/12/2018	% du Total	Variation (en %)
Première Catégorie	314,4	321,6	45,4	2,3
Deuxième Catégorie	499,4	385,2	54,4	-22,9
Troisième Catégorie	2,6	1,8	0,2	-31,7
<b>Total</b>	<b>816,4</b>	<b>708,6</b>		<b>-13,2</b>

Source: CNC/Déclarations des EMF

### 3.2.2.1. Evolution des dépôts (EMF)

Les dépôts collectés par les EMF s’élèvent à 514,2 milliards en 2018, soit une baisse de 23% par rapport à 2017. Les EMF de première et deuxième catégories détiennent respectivement 48,4% et 51,6% des dépôts.

**Tableau 21 : Evolution des dépôts des EMF par catégorie**

	31/12/2017	31/12/2018	% du Total	Variation (en %)
Première Catégorie	252,1	248,9	48,4	-1,3
Deuxième Catégorie	416,1	265,3	51,6	-36,2
<b>Total</b>	<b>668,2</b>	<b>514,2</b>		<b>-23,0</b>

Source: CNC/Déclarations des EMF

Les dépôts à court terme représentent 86,7% de l’encours des dépôts contre 8,1% pour les dépôts à moyen terme et 5,2% pour les dépôts à long terme.

**Tableau 22 : Evolution des dépôts des EMF par durée**

	31/12/2017	31/12/2018	% Total	Variation (en %)
Dépôts à long terme	26,6	26,6	5,2	0,2
Dépôts à moyen terme	64,1	41,5	8,1	-35,3
Dépôts à court terme	577,5	446,1	86,7	-22,8
<b>TOTAL</b>	<b>668,2</b>	<b>514,2</b>		<b>-23,0</b>

Source: CNC/Déclarations des EMF

### 3.2.2.2. Evolution des crédits (EMF)

Les crédits octroyés par les EMF s'élèvent à 385,2 milliards à fin décembre 2018, en baisse de 17% par rapport au 31 décembre 2017. Les EMF de deuxième catégorie ont octroyé 54,4% de crédits, ceux de la première catégorie 45,3% et la troisième catégorie 0,3%.

**Tableau 23 : Evolution des crédits des EMF par catégorie**

	31/12/2017	31/12/2018	% Total	Variation (en %)
Première catégorie	184,83	174,6	45,3	-5,5
Deuxième catégorie	277,85	209,3	54,4	-24,7
Troisième catégorie	1,58	1,26	0,3	-20,3
<b>TOTAL</b>	<b>464,26</b>	<b>385,1</b>		<b>-17,0</b>

Source: CNC/Déclarations des EMF

Selon la durée, 47,4% des crédits octroyés à la clientèle sont à court-terme, 36,8% à long terme et 15,8% à moyen terme.

Par rapport à fin décembre 2017, la qualité du portefeuille, s'est dégradée. Ainsi, l'autosuffisance opérationnelle, les rendements de fonds propres, de l'actif et du portefeuille crédit ont été inférieurs à leur niveau de 2017. Le ratio de couverture des risques des EMF de première catégorie s'est dégradé passant de 87,8% en 2017 à 26,3%. Si celui des EMF de 3<sup>ème</sup> catégorie s'est aussi détérioré, en revanche celui de 2<sup>ème</sup> catégorie s'est amélioré passant de 66,5% en 2017 à 74,8% en 2018. Toutefois, les EMF de deuxième catégorie sont les plus rentables, avec des rendements de 5,6% pour les fonds propres et de 26,1% pour le portefeuille/crédit ainsi qu'une autosuffisance opérationnelle de 109%.

Toutefois, le taux des créances en souffrance s'est amélioré passant de 22,7% du total des crédits en 2017 à 18,6% en 2018. Par catégorie, ce taux est

12,4% pour la première catégorie, 23,7% pour la deuxième catégorie et 27,8% pour la 3<sup>ème</sup> catégorie.

### 3.2.3. ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Au 31 décembre 2018, le Cameroun compte 8 établissements financiers (Africa Leasing Company a cessé ses activités suite à la procédure de fusion-absorption initiée par Afriland First-Bank). Du fait de l'indisponibilité ou de la fiabilité des données sur quatre établissements, l'analyse porte sur le Crédit Foncier du Cameroun (CFC), Alios Finance, Pro-PME et Société Camerounaise d'Equipement (S.C.E).

L'activité des établissements financiers se caractérise par des hausses respectives du total du bilan, des dépôts de la clientèle et des crédits à la clientèle.

Le bilan consolidé des établissements financiers s'élève à 433,9 milliards, soit une hausse de 6,4% par rapport à fin décembre 2017.

#### 3.2.3.1. Evolution des dépôts

Au 31 décembre 2018, les dépôts de la clientèle s'élèvent à 47,4 milliards, en hausse de 40,2% par rapport à fin décembre 2017. Sur la période, seul Pro-PME a collecté moins des dépôts qu'en 2017. Le Crédit Foncier du Cameroun occupe la première place avec 82,3% des dépôts collectés suivis par Alios Finance (8%), la S.C.E (7,2%) et PRO-PME (2,5%). Les particuliers détiennent 58% des dépôts.

**Tableau 24 : Evolution des dépôts (en milliards)**

	2017	2018	Variations (en %)	Poids en 2018 (en %)
Crédit Foncier du Cameroun	26,1	39,0	49,4	82,3
Alios Finance	3,3	3,8	15,2	8,0
SCE	3,0	3,4	13,3	7,2
Pro-PME	1,4	1,2	-14,3	2,5
<b>Total</b>	<b>33,8</b>	<b>47,4</b>	<b>40,2</b>	<b>100</b>

Source : CNC

### 3.2.3.2. Evolution des crédits

Au 31 décembre 2018, les crédits à la clientèle sont passés de 194,9 milliards à fin décembre 2017 à 210,7 milliards. Les quatre établissements financiers ont octroyés plus de crédits qu'en 2017. En termes de parts de marché, le C.F.C occupe la première place avec 87,6% du total des crédits suivi par PRO-PME (4,8%), SCE (4 %) et Alios- Finance (3,6%).

Tableau 25 : Evolution des crédits (en milliards)

	2017	2018	Variations (en %)	Poids en 2018 (en %)
Crédit Foncier du Cameroun	171,2	184,6	7,8	87,6
Alios Finance	5,7	7,5	31,6	3,6
SCE	8,3	8,5	2,4	4,0
Pro-PME	9,7	10,1	4,1	4,8
<b>Total</b>	<b>194,9</b>	<b>210,7</b>	<b>8,1</b>	<b>100</b>

Source : CNC

Les créances brutes en souffrance des quatre établissements financiers s'élèvent à 140,1 milliards, soit 66,5% de l'encours des crédits. La hausse de 9,7% des créances brutes en souffrance est imputable au Crédit foncier du Cameroun.

Les provisions constituées par ces établissements financiers sont de 81.9 milliards.

S'agissant des ratios prudentiels, les fonds propres des établissements financiers s'élèvent à 238,7 milliards à fin décembre 2018. Sur le plan réglementaire, trois établissements financiers sur les quatre suivis se conforment entièrement aux normes prudentielles exigées par la COBAC.

Le nombre de comptes de la clientèle des établissements financiers est de 256 372.

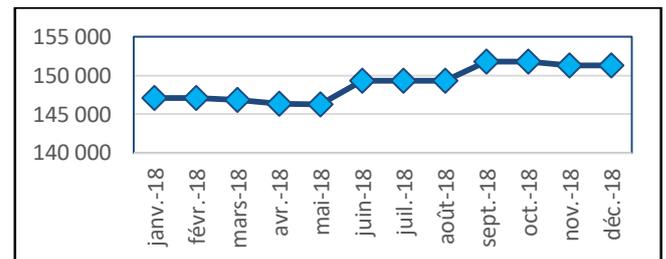
### 3.2.4. MARCHE FINANCIER

Le marché financier du Cameroun est parmi les 20 premiers d'Afrique.

Sur le marché des actions, les titres SOCAPALM et SAFACAM ont servi des dividendes à leurs actionnaires en 2018, SOCAPALM étant le titre boursier le plus rentable.

Le compartiment obligataire s'est enrichi le 27 décembre 2018, de l'introduction en bourse de deux nouvelles obligations : l'emprunt obligataire de l'État du Cameroun « ECMR 5,60% net 2018-2023 » de 200 milliards de F CFA et l'emprunt obligataire privé « Alios 5,75% 2018-2023 » de 8 milliards de F CFA. Deux opérations obligataires qui ont bouclé une année exceptionnelle pour le marché financier du Cameroun. En 2018, les émissions obligataires, les placements et les appels publics à l'épargne avaient été particulièrement sollicités avec une mobilisation de 256 milliards levés sur le marché des capitaux hors émission du Trésor public sur le marché monétaire de la BEAC. Le volume d'émissions a ainsi connu un accroissement 25 fois supérieur à l'année 2017, où il se situait à 10 milliards de francs.

Graphique 9 : Evolution de la capitalisation boursière (en million de francs CFA)



Source : CMF

Le 26 décembre, l'Etat du Cameroun a procédé à l'amortissement du capital et des intérêts de son emprunt obligataire de 2014, à travers le paiement aux souscripteurs de cette opération («ECMR 5,50% net 2014-2019») de la somme de 37,5 milliards francs représentant pour chaque titre d'obligation 2 775 francs d'annuité, pour l'année 2018.

Le lendemain (le 27 décembre 2018), il a procédé au remboursement de 20 milliards de francs, représentant le capital de son emprunt obligataire «ECMR 5,90% net 2013-2018» pour le compte de l'exercice 2017. Chaque obligation avait donné à

son détenteur une somme de 2 647,5 francs comme annuité.

Le marché a vu également l'entrée de nouveaux intermédiaires, appelés Prestataires de services d'investissement qui sont passés du nombre de 13 à 16.

### 3.2.4.1. Marché des actions

A fin décembre 2018, la capitalisation boursière du marché des actions augmente de 3,9% en glissement annuel, en lien avec la performance de la valeur SOCAPALM qui enregistre une hausse de 7,8%.

**Tableau 26 : Evolution de la capitalisation boursière du marché des actions (en millions)**

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Variations (en %)
<b>SEMC</b>	12 511	12 318	11 163	-9,4
<b>SAFACAM</b>	42 226	36 017	35 389	-1,7
<b>SOCAPALM</b>	93 803	97 231	104 781	7,8
<b>Capitalisation</b>	<b>148 540</b>	<b>145 566</b>	<b>151 333</b>	3,9

Source: CMF

Le nombre total des titres échangés en 2018 s'élève à 9 445 actions pour un chiffre d'affaires de 217 millions. Par rapport à l'année 2017, le nombre de titres échangés a augmenté de 1,6% tandis que les valeurs échangées ont baissé de 7,3%.

L'action SOCAPALM reste le titre le plus actif avec 84,7% du volume des échanges.

**Tableau 27 : Evolution du volume et valeurs des titres échangés**

Emetteurs	Volume des transactions (nombre)			Valeur des transactions (en millions)		
	2017	2018	Variations (en %)	2017	2018	Variations (en %)
SEMC	168	50	-70,2	11	3	-72,7
SAFACAM	2 382	1 398	-41,3	78	40	-48,7
SOCAPALM	6 750	7 997	18,5	145	174	20,0
<b>TOTAL</b>	<b>9 300</b>	<b>9 445</b>	1,6	<b>234</b>	<b>217</b>	-7,3

Source: C.M.F

### 3.2.4.2. Marché obligataire

La capitalisation du marché obligataire de la D.S.X chute de 40,7% par rapport à 2017 et se chiffre à 162,1 milliards. Cette évolution est imputable à la sortie de la cote des obligations souveraines "ECMR 5,9% .net 2013-2018" et « Etat du Tchad 6%. 2013-2018 ». La valeur la plus échangée dans ce compartiment est l'obligation souveraine "ECMR 5,5%.2016-2021" avec un volume de 606 058, soit 76,9% des échanges.

**Tableau 28 : Volume et valeur des transactions sur le marché obligataire de la DSX (valeur en millions)**

Emetteurs	Volume des transactions			Valeur des transactions		
	2017	2018	Variations (en %)	2017	2018	Variations (en %)
ECMR 5,5% net 2016-2021	204 960	606 058	195,7	2 104	6 250	197,0
ECMR 5,9% net 2013-2018	1 426	40 000	2 705,0	7	103	1371,4
ECMR 5,5% net 2014-2019	14 443	141 900	882,5	110	729	562,7
<b>TOTAL</b>	<b>220 829</b>	<b>787 958</b>	<b>195,7</b>	<b>2 221</b>	<b>7 082</b>	<b>218,8</b>

Source : D.S.X

### III.4. COMMERCE EXTERIEUR

Résultats décevants des échanges extérieurs du Cameroun au deuxième semestre 2018

#### Commerce mondial au deuxième semestre 2018

Le commerce mondial continue à croître, mais à un rythme plus modéré que ce qui était prévu antérieurement. L'OMC table sur une croissance de 3,9% du volume du commerce des marchandises en 2018, qui ralentirait à 3,7% en 2019.

Cette évolution est imputable à l'augmentation du nombre de mesures commerciales effectives et projetées visant diverses exportations des grandes économies. Certes, les effets économiques directs de ces mesures ont été modestes, mais l'incertitude qu'elles créent pourrait avoir déjà pour effet de réduire les dépenses d'investissement. En outre, le durcissement de la politique monétaire dans les économies développées a contribué à la volatilité des taux de change, et cette tendance pourrait se poursuivre dans les prochains mois.

Les tensions géopolitiques pourraient menacer l'approvisionnement en ressources et perturber les réseaux de production dans certaines régions. Il y a eu peu de changements dans le classement des principaux exportateurs et importateurs en dollars des États-Unis. La croissance la plus rapide des exportations de marchandises en termes nominaux a été enregistrée par les producteurs de pétrole, dont le Royaume d'Arabie saoudite (34,8%) et la Fédération de Russie (25,6%). La valeur des importations de marchandises a augmenté le plus pour l'Indonésie (20,2%), le Brésil (19,8%), la Chine (15,8%) et le Viet Nam (15,4%).

ECHANGES EXTÉRIEURS DU CAMEROUN :

*très dynamiques ce semestre*

Au terme du deuxième semestre 2018, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun hors pétrole brut avec ses partenaires, en s'élevant à 2

486,8 milliards, augmente de 24,6% par rapport au premier semestre 2018 et de 15,3% en glissement annuel. Cette évolution résulte de la hausse des exportations hors pétrole de 30,4%, conjuguée à la hausse de 22,4% des importations de même nature.

#### 4.1. BALANCE COMMERCIALE : Creusement des déficits commercial hors pétrole

En s'établissant à 1 071,8 milliards au deuxième semestre 2018, le déficit commercial se détériore de 124,8 milliards en glissement annuel et de 161,2 milliards par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

L'aggravation du déficit commercial hors pétrole brut résulte d'une hausse des importations en valeur plus importante que celle des exportations. Le taux de couverture hors pétrole brut s'améliore aussi bien en glissement annuel (de 1,8 point de pourcentage) que par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018 (de 2,4 points de pourcentage).

**Tableau 29 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliard de francs CFA)**

	2 <sup>ème</sup> Sem	1 <sup>er</sup> Sem	2 <sup>ème</sup> Sem	Variations	
	2017	2018	2018	c/b	c/a
	a	b	c		
Exportations	927,1	929,5	1 182,9	27,3%	21,6%
dont hors Pétrole brut	579,4	542,5	707,5	30,4%	18,1%
Importations	1 719,1	1 625,9	1 779,3	9,4%	3,4%
dont hors Pétrole brut	1 526,4	1 453	1 779,3	22,4%	14,2%
Balance commerciale	-792,0	-696,4	NC	NC	NC
dont hors Pétrole	-947,0	-910,5	-1 071,8	-161,2	-124,8
Taux de couverture (en %)	53,9	57,2	NC	NC	NC
dont hors pétrole (en %)	38,0	37,3	39,8	2,4	1,8

Sources : MINFI/DGD-DP

## 4.2. EXPORTATIONS

### Le gaz naturel liquéfié devient 3<sup>ème</sup> produit à l'exportation ce semestre

Au deuxième semestre 2018 et par rapport au premier semestre 2018, les exportations ont augmenté de 27,3% pour se situer à 1 182,9 milliards. Cette évolution résulte d'une hausse de 22,9% des ventes de pétrole brut conjuguée à une hausse de 30,4% des exportations hors pétrole. La hausse des exportations des huiles brutes de pétrole s'explique par la bonne tenue des cours mondiaux et une légère hausse de la production. L'augmentation des exportations hors pétrole est surtout attribuable aux ventes de gaz naturel liquéfié (hausse de 439,6%), de cacao brut en fèves (+ 54,3%), d'aluminium brut (+65,7%), de carburants et lubrifiants (+97,4%), bois sciés (+4,4%) et de caoutchouc brut (+14,4%). Le poids des exportations hors pétrole est ainsi passé de 58,4% au premier semestre 2018 à 59,8%.

En glissement annuel, les exportations ont progressé de 27,6%. Cette hausse résulte d'une bonne tenue des ventes des huiles brutes de pétrole (+36,7%), conjuguée à l'accroissement en valeur de 22,1% des exportations non pétrole.

La hausse des exportations non pétrole est soutenue par les ventes de cacao brut en fèves (+11,5%), des bois sciés (+8,8%), du coton brut (+81%) et d'aluminium brut (+8,4%). Toutefois, le poids des exportations hors pétrole est passé de 62,5% au deuxième semestre 2017 à 59,8%.

Les principaux produits exportés au deuxième semestre 2018 sont : les huiles brutes de pétrole (40,2% des exportations totales) ; le cacao brut en fèves (12%) ; le gaz naturel liquéfié (8,9%) ; les bois sciés (6,8%) ; les bois en grume (4,6%) ; le coton brut (3,9%) ; l'aluminium brut (3,6%) ; les carburants et lubrifiants (3%).

## 4.3. IMPORTATIONS

### Carburants et lubrifiants, machines et appareils électriques, poissons de mer congelés soutiennent la hausse

Au deuxième semestre 2018, les importations hors pétrole s'établissent à 1 779,3 milliards, soit une hausse de 16,6% par rapport au deuxième semestre 2017. Cette évolution est imputable aux achats de carburants et lubrifiants (+144,5%), de machines et appareils électriques (+77,7%) et aux importations de poissons de mer congelés (+42,2%). Par contre, les importations des biens suivants ont baissé aussi bien en valeur qu'en quantité : céréales (-25,4% en quantité et -26,1% en valeur) ; véhicules automobiles et tracteurs (-7,5% et -6,3%) ; clinkers (-7,2% et -9%) ; produits pharmaceutiques (-15,8% et -10,7%) ; friperie (-13,2% et -6,9%).

Par rapport au premier semestre 2018, les importations hors pétrole ont augmenté de 22,4%. Les importations de carburants et lubrifiants (+177,1%), de machines et appareils électriques (+61,7%) et de poissons de mer congelés (+39,9%) ont également soutenus cette hausse.

Les principaux produits importés au deuxième semestre 2018 sont les suivants : les produits minéraux (24,7% de l'ensemble des importations en valeur dont 21,6% pour les hydrocarbures) ; les produits des industries chimiques (14,3%) ; les machines et appareils mécaniques ou électriques (16,3% dont 8,3% pour les machines et appareils mécaniques) ; les produits du règne végétal (8,8% dont 7,6% pour les céréales) ; les métaux communs et leurs ouvrages (7,2%).

Tableau 30 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Libellés	2 <sup>ème</sup> Sem 2017		1 <sup>er</sup> Sem 2018		2 <sup>ème</sup> Sem 2018		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
	a		b		c		c/a		c/b	
Bananes (y compris plantains)	131,6	17,4	118,6	15,7	98,6	18,5	-16,9	<b>18,1</b>	-25,1	<b>6,4</b>
Café	9,1	9,7	9,8	10,0	9,2	8,9	-5,6	<b>-11,0</b>	0,8	<b>-8,4</b>
<i>dont café robusta</i>	8,2	8,2	9,4	9,4	8,4	7,7	-10,6	<b>-17,4</b>	2,9	<b>-5,6</b>
Huile de palme	0,5	0,5	0,5	0,5	1,1	0,8	112,9	<b>72,0</b>	94,9	<b>71,2</b>
Sucreries sans cacao	1,5	2,2	1,4	2,1	1,4	2,0	0,2	<b>-5,0</b>	-8,0	<b>-11,8</b>
Cacao brut en fèves	113,0	127,0	95,7	91,8	123,1	141,6	28,5	<b>54,3</b>	8,9	<b>11,5</b>
Pâte de cacao	12,0	19,4	13,7	20,0	13,0	20,7	-5,2	<b>3,6</b>	8,3	<b>6,9</b>
Beurre de cacao	7,8	11,8	8,6	12,7	9,2	14,7	7,0	<b>15,6</b>	18,4	<b>24,3</b>
Chocolats et autres prép. à base de cacao	1,7	3,4	1,8	3,6	1,7	3,4	-8,7	<b>-5,3</b>	-4,0	<b>-1,1</b>
Préparations pour soupes et potages	2,2	3,2	1,5	2,3	1,8	2,6	20,1	<b>16,3</b>	-17,5	<b>-18,4</b>
Ciments	26,4	2,6	15,9	1,5	10,1	0,9	-36,2	<b>-39,5</b>	-61,7	<b>-64,7</b>
Huiles brutes de pétrole	1 675,1	347,7	1 493,2	386,9	1 411,1	475,4	-5,5	<b>22,9</b>	-15,8	<b>36,7</b>
Carburants et lubrifiants	187,6	50,7	63,3	17,8	113,3	35,2	79,0	<b>97,4</b>	-39,6	<b>-30,6</b>
Gaz naturel liquéfié	0,0	0,0	195,3	19,6	590,3	105,5	202,2	<b>439,6</b>	NC	NC
Engrais	1,8	0,4	20,2	3,7	8,8	2,2	-56,3	<b>-39,9</b>	390,2	<b>399,2</b>
Produits de beauté ou de maquillage	0,8	1,6	0,9	1,8	0,8	1,3	-16,4	<b>-24,7</b>	-8,9	<b>-18,0</b>
Savons de ménage en morceaux	28,3	14,6	28,8	14,6	24,1	11,8	-16,4	<b>-19,2</b>	-14,9	<b>-19,5</b>
Caoutchouc brut	23,6	18,4	18,7	14,0	22,9	16,0	22,4	<b>14,4</b>	-3,2	<b>-13,0</b>
Bois et ouvrages en bois	725,5	142,7	912,8	159,4	805,3	147,7	-11,8	<b>-7,4</b>	11,0	<b>3,5</b>
Bois brut (grumes)	480,9	54,8	602,0	67,3	494,8	53,9	-17,8	<b>-19,9</b>	2,9	<b>-1,7</b>
Bois sciés	317,4	74,1	361,9	77,2	380,6	80,6	5,2	<b>4,4</b>	19,9	<b>8,8</b>
Feuilles de placage en bois	18,9	11,1	23,0	12,5	23,0	11,5	0,0	<b>-8,2</b>	21,8	<b>3,7</b>
Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires	1,2	0,8	1,7	0,8	2,5	0,8	52,3	<b>1,0</b>	118,2	<b>8,0</b>
Boîtes et cartons en papier	5,1	3,2	0,4	0,4	0,3	0,3	-22,9	<b>-14,6</b>	-93,6	<b>-90,2</b>
Coton brut	26,8	25,6	66,8	70,6	46,8	46,4	-30,0	<b>-34,3</b>	74,8	<b>81,0</b>
Bonbonnes, bouteilles et flacons	10,0	3,8	13,6	5,2	6,5	2,2	-52,5	<b>-57,7</b>	-35,2	<b>-42,4</b>
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud...	9,2	3,3	11,0	4,3	10,2	4,2	-6,9	<b>-3,9</b>	10,7	<b>24,7</b>
Aluminium brut	41,0	39,0	26,4	25,5	36,2	42,2	37,0	<b>65,7</b>	-11,9	<b>8,4</b>
Tôles en aluminium	1,1	1,8	0,9	1,4	1,4	2,3	56,1	<b>58,2</b>	28,7	<b>25,6</b>
Plomb sous forme brute	2,2	2,1	1,9	1,7	1,1	0,9	-43,0	<b>-46,3</b>	-50,2	<b>-57,5</b>
<b>Exportations hors pétrole</b>		579,4		542,5		707,5		<b>30,4</b>		<b>22,1</b>
<b>Total Exportations</b>		927,1		929,5		1 182,9		<b>27,3</b>		<b>27,6</b>

Sources : MINFI/DGD-DP

Tableau 31 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2 <sup>ème</sup> Sem 2017		1 <sup>er</sup> Sem 2018		2 <sup>ème</sup> Sem 2018		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/a		c/b	
Animaux et produits du règne animal	101,8	80,7	112,0	85,4	136,2	108,6	21,5	<b>27,1</b>	33,8	<b>34,6</b>
dont Poissons de mer congelés	91,6	63,4	99,8	64,5	125,5	90,2	25,8	<b>39,9</b>	37,0	<b>42,2</b>
<i>Produits du règne végétal</i>	946,1	206,2	756,1	156,5	709,1	157,2	-6,2	<b>0,4</b>	25,0	<b>-23,8</b>
Céréales	872,2	182,0	681,3	132,9	651,0	134,6	-4,4	<b>1,3</b>	25,4	<b>-26,1</b>
Froment (blé) et méteil	342,8	52,0	385,6	57,9	360,1	58,0	-6,6	<b>0,0</b>	5,1	<b>11,4</b>
Riz	485,9	124,0	277,8	71,3	283,3	72,9	2,0	<b>2,3</b>	41,7	<b>-41,2</b>
Graisses et huiles animales ou végétales	46,7	22,5	33,9	16,7	33,9	15,5	0,1	<b>-7,4</b>	27,4	<b>-31,4</b>
Produits alimentaires industriels	188,9	95,2	131,6	76,9	170,5	85,6	29,6	<b>11,3</b>	-9,7	<b>-10,0</b>
Produits minéraux	2	2	2	2	2	2				
Clinkers	477,2	408,7	222,4	406,8	2052,3	438,6	-7,7	<b>7,8</b>	-17,2	<b>7,3</b>
Hydrocarbures	1	1	1	1	1	1				
Huiles brutes de pétrole	038,6	44,0	026,9	41,9	964,1	40,0	-6,1	<b>-4,4</b>	-7,2	<b>-9,0</b>
Carburants et lubrifiants	258,0	355,8	972,9	353,0	844,8	383,6	-13,2	<b>8,7</b>	32,8	<b>7,8</b>
Produits des industries chimiques	786,7	192,7	540,9	172,8	ND	ND	NC	<b>NC</b>	NC	<b>NC</b>
Produits pharmaceutiques	410,6	141,3	298,3	127,9	727,6	345,5	143,9	<b>170,1</b>	77,2	<b>144,5</b>
Insecticides; fongicides; herbicides etc	252,4	184,0	341,7	225,5	265,2	200,5	-22,4	<b>-11,1</b>	5,1	<b>9,0</b>
Matières plastiques et caoutchouc	8,7	73,3	8,8	67,4	7,3	65,5	-17,3	<b>-2,8</b>	15,8	<b>-10,7</b>
Matières textiles et leurs ouvrages	8,7	17,3	13,4	36,2	6,9	14,3	-48,4	<b>-60,4</b>	20,4	<b>-17,4</b>
Friperie	69,4	76,3	67,4	71,6	69,7	77,7	3,3	<b>8,5</b>	0,5	<b>1,8</b>
Métaux communs et leurs ouvrages...	54,1	54,5	52,2	49,7	55,6	56,3	6,5	<b>13,2</b>	2,7	<b>3,2</b>
Ouvrages en fonte, fer et acier	67,3	48,5	59,2	44,2	61,9	51,4	4,6	<b>16,5</b>	-8,0	<b>6,0</b>
Machines et app. mécaniques ou électriques	44,7	24,3	37,4	20,1	38,8	22,6	3,8	<b>12,5</b>	13,2	<b>-6,9</b>
Machines et appareils mécaniques	141,1	124,5	154,1	113,3	152,1	127,6	-1,3	<b>12,6</b>	7,8	<b>2,5</b>
Machines et appareils électriques	32,9	52,5	37,0	39,8	39,5	54,7	6,8	<b>37,5</b>	19,9	<b>4,3</b>
Matériel de transport	62,5	231,9	58,8	225,5	67,1	290,3	14,1	<b>28,7</b>	7,3	<b>25,2</b>
Véhicules automobiles; tracteurs	40,2	151,2	37,3	136,8	39,3	146,9	5,4	<b>7,4</b>	-2,2	<b>-2,8</b>
<b>Importations hors pétrole brut</b>	22,3	80,7	21,5	88,6	27,8	143,3	29,3	<b>61,7</b>	24,3	<b>77,7</b>
<b>Total Importations</b>	98,9	117,8	63,9	109,0	56,7	103,6	-11,3	<b>-5,0</b>	-42,7	<b>-12,0</b>
	56,0	101,9	50,7	93,3	51,7	95,5	2,2	<b>2,3</b>	-7,5	<b>-6,3</b>
		1 526,4		1 453,1		1 779,3		<b>22,4</b>		<b>16,6</b>
		1 719,1		1 625,9		1 779,3		<b>9,4</b>		<b>3,5</b>

Sources : MINFI/DGD-DP

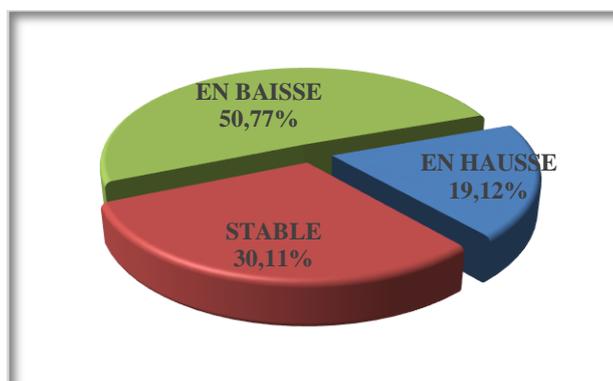
# **IV- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES**

## IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats présentés ici sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA au cours des mois d'avril et mai de 2019 auprès de 252 entreprises camerounaises.

Le chiffre d'affaires a baissé avec un solde d'opinion de 31,4% en lien avec la diminution du niveau des commandes (solde d'opinion de 34,1%). Pour 15,6% des chefs d'entreprises exportatrices, l'activité n'a pas été soutenue, avec un solde d'opinion de 31%. Ces entreprises exportent beaucoup plus vers l'Afrique francophone (selon 65,1% des chefs d'entreprises exportatrices), viennent ensuite l'Asie et l'Europe pour respectivement 18,7% et 13,2% des répondants exportateurs.

**Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au 2nd semestre de 2018**

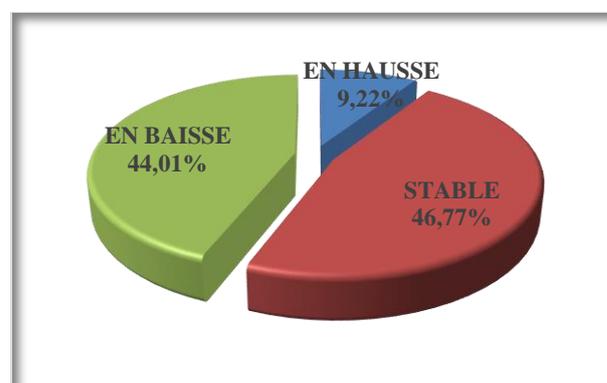


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

La production a baissé au second semestre de 2018, avec un solde d'opinion de 34,5%. Les coûts de production sont restés relativement stables pour 44,5% des enquêtés. Cette évolution est en discordance avec les différents coûts pris isolément. Dans la période sous-revue, les dirigeants estiment que les coûts de l'énergie (solde d'opinion de 39,2%), les salaires (solde d'opinion de 5,6%) et les coûts des principales matières approvisionnées aussi bien sur le marché

local qu'extérieur ont globalement augmenté. Pendant la même période, le niveau des stocks est resté stable pour 44,4% des chefs d'entreprises.

**Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au 2nd semestre de 2018**



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

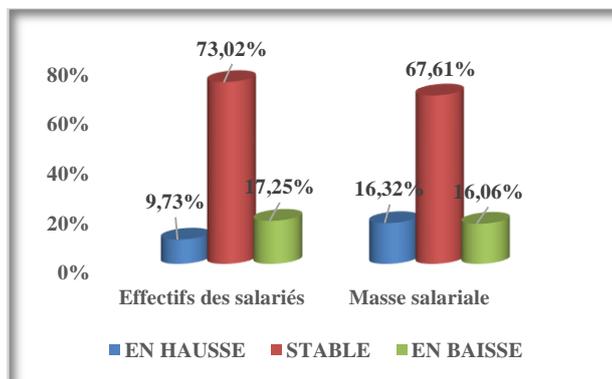
Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement ont été difficiles avec un solde d'opinion de 27,7%.

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises estiment à 40,4% et 40,2% qu'il faut respectivement améliorer la productivité et recruter le personnel. Par contre, 19,4% comptent recourir à la sous-traitance.

Pour 57% des répondants, les prix de vente ont été stables au second semestre 2018. Cependant, le solde d'opinion sur la baisse des prix est de 13,2%.

Le niveau d'embauche a baissé au second semestre de 2018. Avec un solde d'opinion de 7,4%, les chefs d'entreprise déclarent que leur effectif d'employés a baissé.

**Graphique 12 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au 2nd semestre 2018**



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

La masse salariale a baissé dans l'ensemble avec un solde d'opinion quasiment nul de 0,3%. La proportion des chefs d'entreprises répondants ayant déclaré une hausse de la masse salariale, est quasiment la même que celle déclarant une baisse de celle-ci. Seuls 26,8% des dirigeants déclarent éprouver des difficultés à recruter et surtout les non-cadres (73% des répondants).

Dans l'échantillon interrogé, 47,2% des entreprises déclarent importer. Les conditions d'importation sont mauvaises, selon les responsables interrogés (solde d'opinion de 14,6%).

### Perspective d'activité et d'emploi pour le premier semestre 2019

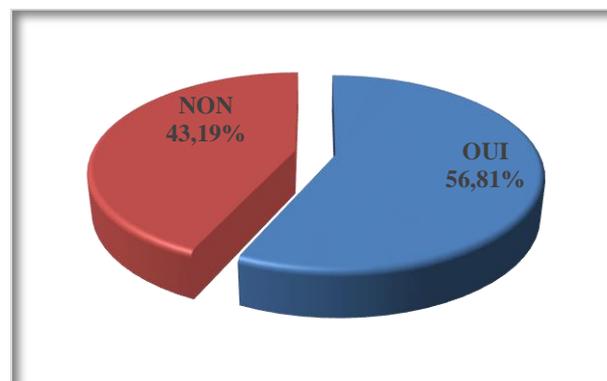
Les soldes d'opinions du chiffre d'affaires et des commandes gagneront 16 points chacun par rapport au deuxième semestre de 2018 pour se situer à 15,5% et 18,3% respectivement pour la baisse. Celui sur la baisse de la production gagne également des points (26,8 points) pour s'établir à 7,7% pour la baisse. Les responsables d'entreprise anticipent une hausse des prix de vente ce premier semestre de 2019 (0,5%). Ils estiment ainsi que les stocks vont baisser avec un solde d'opinion de 14,3%. Les perspectives d'embauches dans les entreprises sont quasiment

les mêmes que celles de licenciements (15,8% et 16,3% respectivement). La masse salariale pourrait augmenter pour 21,1% des répondants (et un solde d'opinion de 0,9%). Pour 75,4% des répondants, les conditions d'approvisionnements seront inchangées et 21,8% estiment qu'elles seront difficiles au premier semestre 2019.

### Une situation financière mauvaise ...

56,8% des chefs d'entreprises interviewés éprouvent des difficultés financières. Avec un solde de 32,9%, la trésorerie a été mauvaise au deuxième semestre de 2018.

**Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur la présence des difficultés financières**



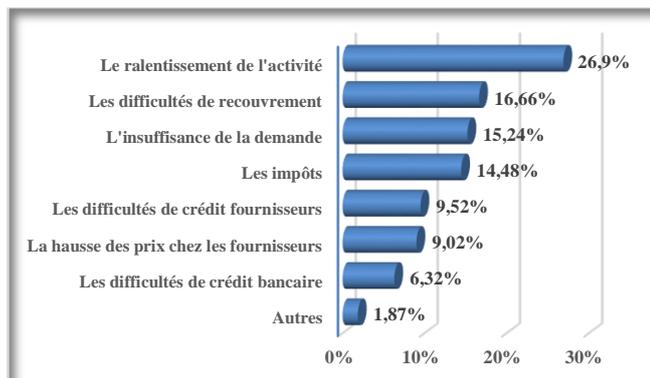
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### ...découlant du ralentissement de l'activité et des difficultés de recouvrement

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 26,9% des répondants), les difficultés de recouvrement (16,66%), l'insuffisance de la demande (15,24%) et les impôts (14,48%).

Par ailleurs, la baisse des bénéfices (solde d'opinion de 51%) et le rallongement des délais de paiement pour la moitié des répondants ont aussi contribué à cette situation.

**Graphique 14 : Charges ayant affecté la trésorerie au deuxième semestre de 2018**



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### Près du tiers des entreprises interrogées n'ont pas investi...

Au deuxième semestre de 2018, 32,2% des chefs d'entreprises n'ont pas investi. Si 27,8% des responsables qui investissent déclarent que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 24% par contre estiment que ces dépenses ont diminué.

Pour investir, les dirigeants le font pour l'essentiel, par autofinancement (38,26%), par crédit fournisseur (24,52%) et par crédit bancaire (22,37%).

Ils investissent généralement pour diversifier leurs activités (34%), pour accroître les capacités de productions (32,6%) et pour pallier à l'obsolescence des équipements (27,7%).

### ... en partie, du fait des difficultés de financement

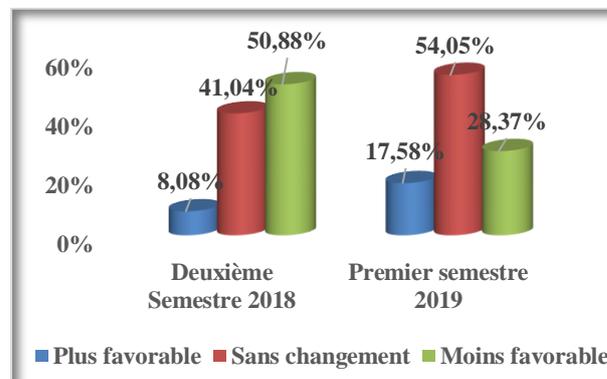
Au registre des différents freins à l'investissement dénoncés par les chefs d'entreprises, on note essentiellement les difficultés de financement (50,5%) et le peu de visibilité sur l'avenir (37,8%).

### Aucune perspective d'amélioration du climat des affaires au premier semestre de 2019

Plus de la moitié des chefs d'entreprises interrogés déclarent que le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre de 2018. 54%

des responsables d'entreprises estiment que la situation sera sans changement au premier semestre de 2019.

**Graphique 15 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au deuxième semestre de 2018 et premier semestre de 2019 (perspectives)**



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

Pour améliorer les conditions d'approvisionnement, les dirigeants déclarent (21% des répondants), qu'il faut résoudre les problèmes liés à la fiscalité de la porte (réduire le niveau de taxe, tarif douanier), aux conditions de transport (16% des répondants).

Pour améliorer les conditions d'importations, les responsables d'entreprises souhaitent la simplification des procédures douanières et administratives (69%) dont l'effet sur le rétrécissement des délais de passage au port est indéniable, à la libre circulation (7%), à la facilitation des conditions de transport (6,3%).

Dans l'ensemble, les dirigeants d'entreprises jugent la loi des finances 2019 défavorable pour leurs activités (solde d'opinion de 27,7%).

## IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

### Mauvaise conjoncture et stabilité de l'emploi

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires est quasiment resté le même que celui

du premier semestre de 2018. Le chiffre d'affaires a continué de baisser avec un solde d'opinion de 28,1%.

Cette baisse d'activité reflète celle des commandes, qui ont reculé pour 43,6% des responsables d'entreprises. Bien plus, le niveau des commandes a été inférieur à la normale, avec un solde d'opinion de 33,4%.

Par ailleurs, selon les chefs d'entreprises commerciales (42,3%), la production aurait baissé, bien entendu dans un contexte de conditions d'approvisionnement défavorable (solde d'opinion de 27,1%), de hausse des coûts de production (solde d'opinion de 23,2%). En effet, les dirigeants estiment que, les coûts de l'énergie (avec un solde d'opinion de 32,5%) et les coûts des matières approvisionnées tant sur le marché local qu'extérieur (avec un solde d'opinion de 23,2% et 23,6% respectivement) ont augmenté.

Il est à relever que le niveau des stocks compte tenu de la saison a baissé (avec un solde d'opinion de 34,2%).

Pour améliorer la production, 38,8% et 36,4% les dirigeants d'entreprises pensent respectivement qu'il faut améliorer la productivité et recruter le personnel, tandis que les 24,8% restant pensent recourir à la sous-traitance.

Nonobstant la baisse de la production dans le secteur commercial, les prix de vente ont eu tendance à baisser au deuxième semestre de 2018. Toutefois, pour 54,4% des interviewés, les prix sont restés stables.

Malgré cette mauvaise conjoncture, 89,2% des chefs d'entreprises commerciales déclarent qu'ils ont maintenus ou recrutés du personnel. Seules 10,8% des entreprises ont vu leur effectif d'employés baisser. La masse salariale par conséquent est restée stable ou a augmenté pour 88,3%. Seuls 15,4% des dirigeants déclarent

éprouver des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres pour 93,9% de ceux-ci.

Dans l'échantillon des entreprises interrogées, 58,2% sont des importateurs. Ils jugent les conditions d'importation des produits de mauvaises avec un solde d'opinion de 16,7%.

### **D'assez bonnes perspectives d'activité et d'emploi pour le premier semestre de 2019**

Plusieurs dirigeants d'entreprises commerciales ont anticipé une relative embellie de l'activité au premier semestre de 2019. Le solde d'opinion du chiffre d'affaires gagne 9,6 points par rapport au deuxième semestre de 2018 pour se situer à 18,6% pour la baisse. Celui sur la baisse des commandes recule de 19,1 point et s'établit à 14,3%.

Bien que les chefs d'entreprises commerciales prédisent défavorables les conditions d'approvisionnement (solde d'opinion de 23,1%), ils anticipent un regain de 30,7 points sur le solde d'opinion sur l'évolution de la production. En effet, celui-ci passerait pour la baisse de 37,1% au deuxième semestre 2018 pour se placer à 6,4% au premier semestre de 2019.

Conjointement, ils estiment que les stocks vont baisser avec un solde d'opinion de 6,4%.

Pour ce qui est des prix de vente, ils projettent une hausse de ceux-ci sur la période sous-revue avec un solde d'opinion de 5,2%.

Les perspectives d'embauches dans les entreprises commerciales ne sont pas bonnes. Elles envisagent globalement de licencier avec un solde d'opinion de 4,8%.

### **Une situation financière mauvaise...**

Plus de la moitié des chefs d'entreprises commerciales éprouve des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 31%, la trésorerie a été mauvaise au deuxième semestre de 2018.

### ... résultant du ralentissement de l'activité et des difficultés de recouvrement

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 26,9% des répondants), les impôts (pour 17,4% des répondants), les difficultés de recouvrement (pour 16,5% des répondants) et l'insuffisance de la demande (pour 13,5% des répondants). En outre, la baisse des bénéfices (solde d'opinion de 52,2%) et le rallongement des délais de paiement (solde d'opinion 35,5%) ont aussi contribué à cette situation.

### Près du tiers des entreprises commerciales n'ont pas investi ...

Au deuxième semestre de l'année 2019, 30% des chefs d'entreprise du secteur commerciale n'ont pas investi. Si 24,2% des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 25,8% par contre déclarent que ces dépenses ont diminué.

Pour investir, les dirigeants du secteur commercial le font, pour la plupart par autofinancement (34,3%) et par crédit fournisseur (31,5%). Ils le font également par des crédits bancaires (17,7%) et des tontines (10,7%). Ils investissent généralement pour diversifier les activités (42,1%), pour accroître les capacités de production (33,3%) et pour pallier à l'obsolescence des équipements (24,1%).

### ... du fait des difficultés de financement et du peu de visibilité sur l'avenir

Plusieurs freins à l'investissement ont été dénoncés par les chefs d'entreprises du secteur commercial. Au nombre de ceux-ci, on relève essentiellement les difficultés de financement (47,1%) et le peu de visibilité sur l'avenir (40,1%).

### Perspectives du climat des affaires au premier semestre 2019

Plus de la moitié des répondants du secteur commercial déclarent que le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre de 2018 (solde d'opinion de 44,2%). Ils anticipent qu'il y aurait une amélioration du climat des affaires au premier semestre de 2019 avec un regain de 31,5 points sur le solde d'opinion pour se situer à 12,7% pour la situation défavorable.

Avec un solde d'opinion de 20,4%, les dirigeants d'entreprises du secteur commercial, jugent la Loi des Finances de 2019 défavorable pour leurs activités.

Tableau 32 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités

	Bilan au 31-12-2018 (en %)			Perspectives pour le 1 <sup>er</sup> Semestre 2019 (en %)		
	↑	→	↓	↑	→	↓
Opinions sur	↑	→	↓	↑	→	↓
Conditions d'approvisionnement	4,78	63,37	31,86	1,69	73,49	24,82
Production	5,2	52,5	42,3	13,8	66	20,2
Stocks	9,15	45,95	44,90	20,58	30,13	49,29
Prix de vente	18,72	54,40	26,88	24,27	56,92	18,81
Chiffre d'affaires	20,00	31,85	48,15	19,21	42,19	38,59
Bénéfices	5,38	36,72	57,90	17,36	48,84	33,80
Commandes	9,56	46,84	43,60	14,19	56,21	29,60
Emploi	7,90	81,32	10,78	9,49	76,17	14,33
Masse salariale	8,12	79,95	11,93	11,53	63,49	24,98
Délais de paiement	12,80	38,85	48,35	21,12	33,80	45,08
Délais de règlement	18,69	57,00	24,31	22,50	62,29	15,22

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

## IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

### Conjoncture morose et stabilité de l'emploi

Inversement à leur prévision de hausse de la production au premier semestre de 2018, elle a baissé au second semestre de 2018, selon les chefs d'entreprises industrielles, avec un solde d'opinion de 21,2%. La hausse globale des coûts de production (avec un solde d'opinion de 29,2%) pouvant être l'une des raisons de cet abrègement.

Aussi, les conditions d'approvisionnement ont globalement été difficiles (solde d'opinion de 32,3%).

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises industrielles estiment à 44,6% qu'il faut améliorer la productivité, tandis que 28% pensent recourir à la sous-traitance, et environ 27% envisagent de recruter.

Le niveau de stocks a globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 14,75.

Pour 59,6% des répondants, le chiffre d'affaire a baissé au deuxième semestre de 2018, en lien avec le niveau des commandes inférieur à la normale, pour 61% des responsables d'entreprises du secteur interrogés.

La tendance générale des prix de vente dans le secteur de l'industrie est à la baisse au second semestre de 2018, avec un solde d'opinion de 25%. Cependant, 60,6% des interviewés estiment que les prix n'ont pas changé.

Nonobstant cette conjoncture morose, 74,8% des chefs d'entreprises industrielles déclarent qu'ils ont maintenu ou recruté le personnel ; seules 25% environ des entreprises ont vu leur effectif d'employés reculer. Seuls 40,7% des répondants déclarent éprouver des difficultés de recrutement et ce surtout pour les non-cadres (pour 62,3% des répondants).

Plus de la moitié des entreprises du secteur interrogées déclarent importer. Selon 73,8% des responsables d'entreprises interrogées, les conditions d'importation sont moyennes.

### **Perspectives d'activités pour le premier semestre de 2019 relativement bonnes**

Plusieurs dirigeants du secteur ont anticipé une nette amélioration de l'activité au premier semestre de 2019. Avec un solde d'opinion de 4,1%, ils estiment que la production va augmenter.

Les prix vont rester stables pour 63,9% des répondants. Si 50,5% veulent maintenir leurs effectifs d'employés, ils sont 19% qui souhaitent recruter.

Avec un solde d'opinion de 17,7%, les commandes seraient dans l'ensemble en baisses. Ce qui induirait globalement une hausse des stocks (solde d'opinion de 1,5%). Le chiffre d'affaires baisserait ainsi avec un solde d'opinion de 11,1%. Les conditions d'approvisionnement seraient globalement difficiles selon les répondants (avec un solde d'opinion de 19,9%).

### **Une situation financière mauvaise...**

66,2% des chefs d'entreprises industrielles éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 40,2%, la trésorerie a été mauvaise au second semestre de 2018.

### **... du fait du ralentissement de l'activité et de la baisse des bénéfices**

La mauvaise conjoncture s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité (23% des répondants), par l'insuffisance de la demande (par 18% des répondants), par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 15,5% des répondants) et par les impôts (14% des répondants). Aussi, la baisse des bénéfices avec un solde d'opinion de 76,3% et le rallongement des délais de paiement (solde d'opinion de 41,2%) auraient également contribué à cette situation.

### **Deux entreprises sur trois ont investi...**

Au deuxième semestre de 2018, 33,4% des chefs d'entreprises industrielles n'ont pas investi. Si 43,7% des répondants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement sont restées inchangées, 32,9% par contre déclarent que celles-ci ont augmenté. Pour investir, les responsables d'entreprises industrielles le font par autofinancement (pour 36,5% des répondants), par crédit bancaire (pour 21,1% des répondants)

et par crédit fournisseur (pour 19,2% des répondants). Ils investissent généralement pour accroître leurs capacités de production (pour 42,2% des répondants), pour diversifier leurs activités et pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (pour 26,2% des répondants).

#### ... bien que le financement soit difficile

Plusieurs freins à l'investissement ont été dénombrés par les responsables d'entreprises du secteur industriel. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 53,1% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 40,6% des répondants).

#### Perspectives d'amélioration du climat des affaires

Les chefs d'entreprises déclarent avec un solde d'opinion de 51,7% que le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre de 2018. Ils sont plus de 57% qui anticipent qu'il n'y aura aucun changement de celui-ci au premier semestre de 2019.

Moins de 1% d'entreprise du secteur industriel juge la Loi de Finance de 2019 favorable contre plus de 42% qui la voit défavorable.

**Tableau 33 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités**

	Bilan au 31-12-2018 (en %)			Perspectives pour le 1 <sup>er</sup> Semestre 2019 (en %)		
						
Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	5,11	57,45	37,44	5,80	68,49	25,71
Stocks	34,56	45,63	19,81	25,64	47,26	27,10
Prix de vente	7,23	60,57	32,21	9,99	63,93	26,08
Chiffre d'affaires	18,71	21,67	59,62	27,52	33,84	38,63
Production	24,98	28,87	46,15	35,31	33,44	31,24
Commandes	20,97	18,06	60,96	27,82	26,61	45,56
Emploi	18,18	56,61	25,20	19,49	51,90	28,62
Masse salariale	26,59	58,22	15,19	30,83	41,34	27,83
Bénéfices	3,27	17,17	79,55	20,19	25,98	53,84
Délais de paiement	15,09	28,65	56,26	9,32	38,9	51,79
Délais de règlement	23,6	44,3	32,1	18,8	56,7	24,5

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

## IV.4. ACTIVITES DES SERVICES

### Relâchement de l'activité

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles pour 33,3% des chefs d'entreprises du secteur des services tandis que 64,2% déclarent qu'elles sont restées statiques. Ils affirment également avec un solde d'opinion respectif de 18,7%, 16,8% et 12% que les salaires, les coûts des matières premières approvisionnées sur les marchés extérieur et intérieur ont augmenté.

L'une des séquelles est que, au deuxième semestre de 2018, la production s'est dégradée avec un solde d'opinion de 40,3%, comme l'a déclaré les chefs d'entreprises du secteur des services. Le niveau de stocks est resté stable pour 51,7% des répondants du secteur et a baissé pour 31,4% de ceux-ci.

Pour améliorer la production, les responsables d'entreprises des services estiment à 56,2% qu'il faut recruter contre 37,7% qui pensent qu'il faudra améliorer la productivité et environ 6,1% qui songent recourir à la sous-traitance.

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires perd plus de 40 points par rapport au premier semestre de 2018 pour s'établir à 32,5% pour la baisse. Cette baisse du chiffre d'affaires s'explique selon les responsables du secteur par la baisse des commandes, avec un solde d'opinion de 33,6%.

Entraîné par cette dynamique, les embauches se sont décélérées. Si plus de 72% des responsables déclarent n'avoir ni recruté ni licencié, 21,5% par contre ont réduit leurs effectifs. Seuls 35,1% des dirigeants de ce secteur déclarent éprouver des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (65,8%).

La tendance générale des prix dans le secteur des services est à la baisse au second semestre de 2018, avec un solde d'opinion de 14%. Toutefois,

12,8% des interviewés estiment que les prix de vente ont augmenté.

### **Perspectives d'activité pour le premier semestre 2019 en nette amélioration**

Plusieurs dirigeants d'entreprises du secteur des services ont anticipé une relative amélioration de l'activité au premier semestre de 2019. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaire gagnerait de 18,6 points par rapport au second semestre de 2018 pour se situer à 13,9% pour la baisse sur la période sous-revue.

Toutefois, la production va baisser avec un solde d'opinion de 15,8%. De même, le niveau des commandes va baisser avec un solde d'opinion de 26,9%. Les stocks vont augmenter pour 26% des répondants du secteur des services.

Pour plus de 57% des répondants, les prix de vente devraient rester stables. Avec cette conjoncture morose, les embauches devraient s'accélérer au premier semestre de 2019. Si 60,6% des chefs d'entreprises veulent maintenir leurs effectifs, ils sont 25,8% qui souhaitent recruter.

### **Une situation financière en nette dégradation...**

Près de 58% des chefs d'entreprises du secteur des services éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 31,2%, la trésorerie a été mauvaise au second semestre de 2018.

### **... du fait du ralentissement de l'activité et du rallongement des délais de paiement**

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le rallongement des délais de paiement (solde d'opinion de 32,3%), ralentissement de l'activité (pour 29,1% des répondants), par les difficultés de recouvrement (pour 21,6% des répondants) et par l'insuffisance de la demande (pour 19,7% des répondants). Aussi par les bénéfices qui auraient baissés avec un solde d'opinion de 35,8%.

### **L'investissement préoccupe les acteurs du secteur...**

Au deuxième semestre de 2018, 34% des chefs d'entreprises du secteur des services n'ont pas investi. Si 43% des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 15,7% par contre déclarent que ces dépenses ont diminué. Pour investir, les dirigeants du secteur le font pour l'essentiel par autofinancement (pour 45,2% des répondants), par crédit bancaire (pour 27% des répondants) et par crédit fournisseur (pour 15,6% des répondants). Ils investissent généralement pour pallier à l'obsolescence des équipements (pour 32,7% des répondants), pour diversifier les activités (pour 30,5% des répondants) et pour accroître les capacités de production (pour 24% de répondants).

### **... mais les difficultés de financement freinent l'investissement**

Plusieurs freins ont été dénoncés par les prestataires des services. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 53% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 31,5% des répondants).

### **Climat des affaires jugé défavorable**

Les chefs d'entreprises déclarent avec un solde d'opinion de 42,1% que le climat des affaires a été défavorable au second semestre de 2018. Ils sont 18,7% qui anticipent une amélioration du climat des affaires au premier semestre de 2019 contre 34,1% qui en entrevoient une détérioration.

Dans l'ensemble, avec un solde d'opinion de 25,8%, les dirigeants d'entreprises du secteur jugent la Loi de Finances de 2019 défavorable pour leurs activités.

**Tableau 34 : Opinion des chefs d'entreprises de service sur l'évolution de leurs activités**

	Bilan au 31-12-2018 (en %)	Perspectives pour le 1 <sup>er</sup> Semestre 2019 (en %)
--	----------------------------	---

Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	2,60	64,20	33,27	0,85	89,47	9,68
Stocks	16,91	51,74	31,35	30,94	43,15	25,91
Prix de vente	12,81	60,32	26,87	21,84	57,43	20,74
Chiffre d'affaires	17,18	33,02	49,81	26,29	33,10	40,61
Production	3,10	53,47	43,42	17,26	49,65	33,09
Commandes	16,67	33,05	50,28	17,71	37,72	44,57
Emploi	5,99	72,52	21,49	25,78	60,59	13,63
Masse salariale	23,13	52,35	24,52	33,02	57,71	9,27
Bénéfices	16,64	30,96	52,40	22,92	44,34	32,74
Délais de paiement	18,56	30,57	50,87	17,46	45,33	37,21
Délais de règlement	18,74	54,25	27,01	19,75	68,71	11,54

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

## IV.5. ACTIVITE DANS L'ARTISANAT

### Fléchissement de l'activité

Une grande partie (61,3%) du secteur artisanal estime que la production a baissé au second semestre de 2018. Pour accroître le niveau de production, les répondants artisans estiment à 61,5% qu'il faut améliorer la productivité contre 35,6% qui pensent qu'il leur faudra recruter.

Le niveau des stocks a augmenté selon eux, avec un solde d'opinion de 39,8% tandis qu'il avait baissé avec un solde de 9,9% au premier semestre de 2018.

Le solde d'opinion défavorable sur l'évolution de la production passe de 78,1%, projeté par les chefs d'entreprises au premier semestre de 2018, à 57%.

Par ailleurs, les dirigeants de ce secteur (43,3%) estiment que les coûts de production ont augmenté au second semestre de 2018.

Pour plus de la moitié (56,4%) des entreprises artisanales ayant participé à l'enquête, les

conditions d'approvisionnement ont été difficiles sur la période sous-revue.

Globalement, les coûts de production étaient au-dessus de la normale pour 43,3% des répondants.

43,1% des responsables des entreprises artisanales interviewés déclarent que les effectifs de leurs employés sont restés stables. L'une des conséquences est que la masse salariale est restée stable pour 85% des répondants. Seuls 32% des dirigeants avouent rencontrer des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (77,1%).

42,9% des dirigeants d'entreprises artisanales estiment que les chiffres d'affaires ont baissé au second semestre de 2018.

La baisse du niveau des commandes avec un solde d'opinion de 14,9%, expliquerait ce recul du chiffre d'affaires. Pour 45% des répondants, les commandes ont été inférieures à la normale.

La tendance générale des prix de vente dans le secteur artisanal est à la baisse au second semestre 2018, avec un solde d'opinion de 14,1%.

### Perspectives d'activité pour le premier semestre 2019 en nette amélioration

Plusieurs dirigeants d'entreprises du secteur artisanal ont anticipé une nette amélioration de l'activité au deuxième semestre de 2018. Le solde d'opinion sur la hausse des prix de vente gagnera 37 points par rapport à celui du deuxième semestre de 2018 (-14,1%) pour s'établir à 22,9%. De même, le solde d'opinion pour la hausse de la production gagnerait de 10 point au premier semestre de 2019 prédisent les chefs d'entreprises.

Aussi, le solde d'opinion favorable sur l'évolution des bénéfices gagnerait 25,7 points sur la période sous-revue par rapport au deuxième semestre de 2018.

Les embauches devraient se stabiliser au premier semestre de 2019. Pour 91% des responsables

d'entreprises artisanales répondantes, les effectifs des employés seront maintenus contre seulement 9% qui pensent recruter.

Les conditions d'approvisionnement se stabiliseraient d'avantage pour 28% des répondants, mais resteraient néanmoins difficiles avec un solde d'opinions de 23,6%.

### Une situation financière mauvaise...

56% des entreprises artisanales éprouvent des difficultés financières. Quasiment toutes les entreprises ont une situation financière soit normale (36%), soit mauvaise (58%). La trésorerie a été mauvaise avec un solde d'opinion de 30,8%.

### ... résultant de la hausse des prix chez les fournisseurs, du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Cette conjoncture pessimiste s'explique essentiellement par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 22,6% des répondants du secteur), le ralentissement de l'activité (21,2%), l'insuffisance de la demande (21,1%), les impôts (14%) et les difficultés de crédits fournisseurs.

### L'investissement préoccupe les artisans...

Pour investir, les dirigeants de ce secteur le font par autofinancement (52,1% des répondants) et par crédit fournisseur (25,1%). Ils investissent généralement pour diversifier leurs activités (pour 36,6% des répondants), pour accroître leur capacité de production (31,7%) et pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (27,6%). Plus de la moitié des chefs d'entreprises du secteur artisanal n'a pas investi au deuxième semestre de 2018. Pour ceux qui l'ont fait, si 51,2% estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 37% par contre déclarent que ces dépenses ont diminué.

### ... malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les dirigeants du secteur de l'artisanat. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (68,4%) et du peu de visibilité sur l'avenir (30,2%).

### Un climat des affaires aride

Si 65% des chefs d'entreprises artisanales déclarent que le climat des affaires a été défavorable au second semestre de 2018, 31% par contre estiment qu'il était propice. Une entreprise sur quatre interrogées anticipe une amélioration du climat des affaires au premier semestre de 2019.

Globalement, avec un solde d'opinion de 51,9%, les dirigeants du secteur jugent la Loi des Finances 2019 défavorable pour leurs activités.

Tableau 35 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution leurs activités

	Bilan au 31-12-2018 (en %)			Perspectives pour le 1 <sup>er</sup> Semestre 2019 (en %)		
						
Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	36,09	4,50	59,40	23,80	27,96	48,24
Stocks	12,93	34,35	52,72	9,53	36,21	54,26
Prix de vente	30,46	24,00	45,54	35,60	51,69	12,71
Chiffre d'affaires	30,54	26,56	42,90	28,54	32,97	38,49
Production	4,36	34,30	61,34	13,65	25,59	60,76
Commandes	30,09	24,87	45,04	30,54	31,62	37,84
Emploi	23,25	43,06	33,69	9,34	90,66	
Masse salariale	14,53	85,02	0,45	1,76	85,43	12,81
Bénéfices	38,85	15,83	45,32	42,19	34,87	22,94
Délais de paiement	12,07	65,95	21,98	12,07	74,59	13,35
Délais de règlement	13,28	75,31	11,41	0,47	81,61	17,92

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2018

### Légende

		
Bons(nes)	Stables	Mauvais(es)

## **En guise de conclusion**

Globalement, l'activité au second semestre de 2018 n'a pas été bonne. Le climat des affaires a été défavorable à l'activité des acteurs des différents secteurs, et les opérateurs économiques anticipent une situation meilleure au premier semestre de 2019. De ce fait, les embauches n'ont pas été très dynamiques. Les chiffres d'affaires

ont baissé. La plupart des chefs d'entreprises jugent les conditions financières de difficiles. Les tensions de trésorerie sont imputables au ralentissement de l'activité, à la hausse des prix chez les fournisseurs, l'insuffisance de la demande, la baisse des bénéfices et le rallongement des délais de paiement. La Loi de Finances de 2019 est jugée de défavorable pour quasiment toutes les entreprises.



## **NOTE DE CONJONCTURE**

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique  
Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du  
Cameroun

B.P. 4011 Douala  
Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81  
Fax : 233 42 55 96 Email : [siege@ccima.cm](mailto:siege@ccima.cm) / [deie.ccima@yahoo.com](mailto:deie.ccima@yahoo.com)  
Site Web: [www.ccima.cm](http://www.ccima.cm)